



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/44/PV.5  
28 septembre 1989

FRANCAIS

Quarante-quatrième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 5e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le lundi 25 septembre 1989, à 15 heures

Président : M. GARBA (Nigéria)  
Puis : M. POOS (Vice-Président) (Luxembourg)  
Puis : M. GARBA (Nigéria)  
Puis : M. HURST (Vice-Président) (Antigua-et-Barbuda)

Allocution de M. Carlos Andrés Pérez, Président du Venezuela

Allocution de M. Carlos Menem, Président de la République d'Argentine

Allocution de M. Janez Drnovsek, Président de la Présidence de la République fédérative socialiste de Yougoslavie

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Débat général [9] (suite)

Déclarations de

M. Ghozali (Algérie)  
Mme Brundtland (Norvège)  
M. Ellemann-Jensen (Danemark)  
M. Jameel (Maldives)

La séance est ouverte à 10 h 30.

ALLOCUTION DE M. CARLOS ANDRES PEREZ, PRESIDENT DU VENEZUELA

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va tout d'abord entendre une déclaration du Président de la République du Venezuela.

M. Carlos Andres Pérez, Président de la République du Venezuela, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président de la République du Venezuela, M. Carlos Andres Perez, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président PEREZ (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, j'ai le grand plaisir de vous adresser les salutations du peuple et du Gouvernement du Venezuela à l'occasion de votre élection à la présidence de la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Mes salutations s'adressent également aux autres membres du Bureau. Nous remercions également le Président sortant, M. Dante Caputo, pour le travail extraordinaire qu'il a accompli au cours de la dernière session, et nous remercions le Secrétaire général, Javier Pérez de Cuéllar, pour tout ce qu'il a fait.

En cette dernière décennie du XXe siècle nous nous devons de réfléchir à l'histoire et à l'expérience de toutes ces années. Aujourd'hui, nous pouvons faire le bilan et essayer de savoir ce que seront et devraient être les 10 dernières années de ce siècle. Les superpuissances sont entrées dans une période de détente, de conciliation et de coopération, prenant des initiatives fondamentales en matière de désarmement nucléaire et classique avec la volonté de résoudre, sans s'y immiscer, les conflits régionaux qui ont affligé les pays du tiers monde et fait tant de mal sur le plan humain et matériel.

Cette période irrationnelle de la guerre froide laisse en outre un bilan tragique de la situation générale de l'économie mondiale et une crise qui n'épargne pas les grandes puissances parce qu'aucune économie, aussi puissante soit-elle, ne peut financer des dépenses militaires indéfiniment. Nous en avons tous payé le prix, et plus spécialement les pays du tiers monde.

Il semblerait qu'enfin la société internationale soit prédisposée à tolérer sa propre pluralité et à œuvrer de concert pour réduire et, si possible, éliminer les sources de tensions et les conflits dans lesquels nous avons presque pris l'habitude de vivre.

Le Président Pérez

Le Venezuela se félicite des initiatives de détente et de désarmement prises par les superpuissances et voudrait dire aux dirigeants responsables de ces initiatives qu'il a confiance en leur persévérance et en leur volonté résolue. Si les blocs réussissent à s'entendre, nous aurons, enfin, commencé à surmonter la guerre froide et la menace de conflit nucléaire.

Il y a 13 ans, le 16 novembre 1976, de cette même tribune, en ma qualité de président du Venezuela, j'ai fait observer que l'équilibre politique mondial prétendait s'appuyer sur la coexistence pacifique, qui de par son nom même impliquait uniquement une trêve plus ou moins longue. J'ai défini la séparation, le démembrement du monde en blocs opposés, parce que l'interdépendance, en tant que solution d'égalité et de coopération entre égaux, n'avait pas été la marque des relations entre pays puissants et pays faibles. J'ai proposé alors, comme je le fais aujourd'hui, la construction d'un nouvel ordre économique international, faute duquel, l'équilibre politique mondial continuerait d'être sérieusement compromis.

Le Président Pérez

En rappelant ces paroles, alors que la volonté souveraine de mon peuple m'a placé une fois encore à la présidence du Venezuela, je dois reconnaître avec une profonde préoccupation que l'appel que j'avais lancé à la conscience des pays développés conserve actuellement toute sa validité. Au cours de toutes ces années, les relations des pays développés avec les pays plus faibles, les pays en développement, se sont détériorées. Non seulement les relations commerciales Nord-Sud sont encore plus injustes aujourd'hui qu'il y a 13 ans mais en plus la situation a subi une aggravation substantielle au cours de la décennie qui prend fin, ceci à cause du problème insurmontable de la dette.

En ce qui concerne cette crise, qui met en danger la stabilité des pays débiteurs, personne ne peut prétendre qu'il n'y a pas eu suffisamment de mises en garde et de solutions de rechange proposées afin de la résoudre. Le Venezuela a toujours été disposé à les étudier.

Il n'est pas acceptable que les pays débiteurs continuent à financer la croissance des pays industrialisés par des transferts nets de ressources. Il est indispensable d'inverser cette tendance pour que les pays en développement puissent financer leur propre croissance soutenue et le bien-être de leur peuple.

Les initiatives, destinées à réduire à la fois le montant et le coût du service de la dette, en particulier les initiatives contenues dans ce que l'on appelle le plan Brady, constituent des étapes positives, qui confirment la nature politique de la crise et le principe de la responsabilité de tous en ce qui concerne sa solution; cependant, les contributions offertes par les pays créanciers et par les banques commerciales internationales sont pour le moins insuffisantes.

Les efforts que nous pouvons tous entreprendre pour résoudre le problème de la dette ne peuvent pas être dissociés de l'évolution générale des relations entre le tiers monde et les pays industrialisés. La gravité de la situation, si souvent dénoncée, découle du fait que les relations économiques Nord-Sud continuent de compromettre les possibilités de développement. Il est évident que sans une croissance économique soutenue, les investissements indispensables sur les plans social et politique deviennent impossibles.

Cette situation est alarmante parce que dans les pays développés, il n'existe pas encore de vision et de conscience claires de l'enjeu réel. Est-il rien de plus fragile et imprévisible que des sociétés sans espoir et sans confiance?

Le Président Pérez

On prétend que des ajustements économiques sévères seront suffisants. Le Venezuela estime qu'ils sont nécessaires, mais si on n'apporte pas une solution au problème de la dette, si on n'obtient pas des appuis extérieurs significatifs, ces ajustements ne pourront avoir lieu, ce qui mettra en danger la stabilité politique de nos pays et même l'équilibre politique mondial.

En définitive, les crises proviennent de l'incapacité d'interpréter objectivement les signes précurseurs et du manque de volonté d'engager les idées et les ressources nécessaires pour les éviter.

La crise engendrée par la dette exige que l'on applique la même vision à long terme que celle qui a été appliquée à l'Europe et au Japon après la guerre. C'est le destin de l'humanité qui est en jeu. Près d'un tiers de la population du monde n'arrive pas à résoudre le problème de la croissance économique alors que cela permettrait de servir la dette. Le danger d'un éclatement social, qui porterait sur plus d'un milliard de personnes, ne pourra pas être évité et les conséquences de cet éclatement atteindront également les pays industrialisés, qui regardent aujourd'hui d'un oeil indifférent la progression rapide de la crise.

Cette année, le Venezuela est devenu membre à part entière du Mouvement des pays non alignés. Ainsi nous nous sommes ralliés à la grande collectivité des pays du tiers monde qui reconnaissent que le non-alignement est l'option qui correspond le mieux à nos réalités et à nos aspirations, et nous croyons que la force de l'union donnera à nos prises de position un poids suffisant afin de promouvoir le changement dans la politique et l'économie contemporaines.

Le Venezuela a toujours souligné l'importance des relations entre pays en développement. Nous sommes convaincus que nous, pays du tiers monde, ne pourrons jamais exercer pleinement notre souveraineté politique, ni établir des relations économiques équitables avec les pays développés si nous ne renforçons pas de façon efficace les relations Sud-Sud, qui sont les prémisses indispensables du renforcement de notre capacité de négocier. La société internationale n'a pas de raison d'être condamnée à dépendre encore des schémas du passé. Nous le voyons aujourd'hui dans la sphère des relations Est-Ouest et dans les efforts déployés par les pays européens afin d'affirmer leur identité et d'explorer de nouveaux chemins. Le système international doit changer et assimiler le pluralisme actuel; notre but est d'incorporer totalement les pays en développement, leur culture, leurs

Le Président Pérez

économies et leurs réalités politiques dans un monde multipolaire. C'est grâce à cette vision, qui transcende les conflits et souligne les affinités ainsi que le potentiel commun, que nous nous efforçons d'acquiescer les institutions qui nous permettront de nous exprimer et d'agir plus efficacement.

Le Venezuela, ainsi que d'autres pays en développement, est conscient de la nécessité de s'efforcer de renforcer le dialogue Nord-Sud. La position du Venezuela à cet égard a été exprimée au cours de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale et réaffirmée lors de la réunion de commémoration du vingt-cinquième anniversaire du Groupe des 77, qui s'est tenue à Caracas en juin, et de l'initiative de Paris, adoptée par les Présidents de l'Égypte, du Sénégal, du Venezuela et par le Premier Ministre de l'Inde, au cours de la rencontre organisée à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, et plus récemment, lors de la réunion du Mouvement des pays non alignés. Au cours de cette réunion, le Venezuela a recueilli l'appui résolu de tous les membres du Mouvement et un groupe de 15 pays, représentant l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe, a été constitué. Ce groupe se réunira chaque année, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, afin d'examiner les questions qui intéressent les pays du Sud.

L'Amérique latine, malgré les grands changements intervenus, n'est pas à l'abri des difficultés politiques. Permettez-moi de mentionner en particulier l'évolution de la situation en Amérique centrale. Les progrès réalisés, qu'illustrent les Accords de Tela au Honduras, confirment qu'avec l'autonomie, la confiance et l'appui international, les pays d'Amérique centrale pourront accéder à la paix.

Le Président Pérez

De même nous félicitons-nous de l'accord conclu en El Salvador avec les dirigeants du Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional en vue de cesser les hostilités et d'entreprendre des négociations avec le Gouvernement salvadorien, ce qui leur permet de participer au processus politique et démocratique dans le pays. Il y a eu peu de cas en Amérique latine qui aient montré autant que celui-là combien étaient pernicieuses les ingérences étrangères et leurs fausses prémisses d'intérêts stratégiques.

Outre l'Amérique centrale, nous notons avec préoccupation les événements au Panama. L'annulation de son processus démocratique, ajoutée au déni du droit souverain du peuple de choisir son propre gouvernement, est un facteur de déstabilisation du vigoureux processus de démocratisation de l'Amérique latine. Je dois dire également que rien ne serait plus inacceptable qu'une crise remettant en question les Traités Torrijos-Carter, fruit de la solidarité latino-américaine et engagement commun pour tous nos peuples.

Les pays qui, comme le Venezuela, croient avoir une responsabilité directe dans cette revendication historique de l'Amérique latine, ne peuvent rester indifférents quand on accumule les sources de tension. Rien n'est plus important pour l'Amérique latine que la société panaméenne résolve démocratiquement ses différends et que l'on respecte les dispositions du Traité sur le Canal.

Je tiens à dire aussi combien le Venezuela se félicite de voir amorcer le processus devant conduire à l'autodétermination du peuple portoricain. De précieux liens historiques et culturels nous unissent à Porto Rico. Pourtant, le peuple portoricain seul doit décider de son destin. Une situation nouvelle s'est fait jour cette année et le Venezuela est certain qu'elle permettra bientôt à la volonté souveraine des Portoricains de s'exprimer librement. Nous ne pouvons cacher que les Latino-Américains souhaitent voir Porto Rico devenir une nation latino-américaine, comme l'ont rêvé nos libérateurs qui ont lutté pour cela.

Dans les cas que j'ai cités en raison de leur importance pour le Venezuela et pour l'Amérique latine, les Etats-Unis d'Amérique du Nord jouent un rôle important. Le Venezuela attend de ce pays ami qu'il persiste dans ses orientations actuelles consistant à rechercher le dialogue multilatéral et la consultation permanente. Nous sommes certains que c'est le seul moyen, pour le continent américain, de progresser vers le triomphe des valeurs acceptées par tous au sein du système interaméricain comme aux Nations Unies.



Le Président Pérez

Le Venezuela a pour politique extérieure de rechercher des relations et une coopération étroites. Nous avons encore à surmonter des obstacles historiques de taille. L'un d'entre eux est de concilier notre identité latino-américaine, continentale et antillaise. Le colonialisme et ses séquelles divisionnistes nous avaient séparés des Antilles. Aujourd'hui, nous pouvons nous féliciter du chemin parcouru quand nous voyons les nations des Antilles affirmer leur identité propre et quand nous constatons l'effort admirable de rapprochement avec le reste de notre région. Ces pays ne sont pas seulement nos voisins et nos amis; ils font partie intégrante de l'Amérique latine et nous partageons avec eux les opportunités et l'espoir d'un destin commun.

Pour achever l'exposé de nos vues sur les affaires latino-américaines, je ferai brièvement allusion au Groupe des Huit. Cette année aura lieu à Lima, Pérou, la troisième Réunion présidentielle du mécanisme permanent de consultation et de concertation politiques. Cette expérience a transformé la portée de nos relations mutuelles en Amérique latine et la manière de les envisager.

Le Venezuela réaffirme qu'il rejette le colonialisme et toutes les formes de discrimination raciale. Nous partageons la profonde inquiétude des Membres des Nations Unies, ceux d'Afrique australe notamment, face à la persistance du système génocide d'apartheid qui constitue une violation nazie des droits de l'homme et un crime de lèse humanité. Nous nous félicitons de la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'apartheid.

En ce qui concerne la décolonisation, nous avons toujours appuyé les initiatives visant l'élimination des derniers vestiges du colonialisme, celles en particulier relatives à l'indépendance de la Namibie et à l'application du plan arrêté à cette fin par le Conseil de sécurité. Nous espérons que les pays directement en cause dans la solution de ce problème continueront à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour mener à bien ce processus avec l'organisation des élections prévues pour novembre prochain sous la supervision des Nations Unies.

C'est avec espoir que nous suivons les événements au Sahara occidental. Nous appuyons les initiatives du Secrétaire général des Nations Unies et réaffirmons notre conviction que le dialogue direct contribuera sans aucun doute à la reconnaissance des droits du peuple sahraoui, à la solution de ce conflit et au processus d'intégration du Maghreb.

Le Président Pérez

Les Latino-Américains que nous sommes ne sauraient achever ce tour d'horizon sans mentionner les Malvinas. Nous sommes certains que la République argentine et le Royaume-Uni, comme l'exigent les résolutions des Nations Unies, la solidarité et le droit international, entreprendront des pourparlers afin de régler le différend de souveraineté sur ces îles de l'Atlantique Sud qui font partie du territoire de la République argentine depuis que les peuples latino-américains se sont affranchis de l'Espagne.

Il est impossible de passer sous silence l'épouvantable tragédie du Liban, terre déchirée par un conflit suicidaire et diabolique. Le peuple libanais mérite d'être appuyé et défendu par la communauté internationale. Nous nous félicitons de la décision de la Ligue arabe de désigner une commission composée des souverains d'Arabie saoudite et du Maroc et du Président de la République d'Algérie, pour servir de médiatrice dans ce conflit horrible et absurde. Le Venezuela demande à l'Organisation des Nations Unies de faire preuve de la plus grande diligence pour mettre fin à ces terribles massacres et violations des droits de l'homme. En outre, nous offrons de coopérer à toute initiative où notre participation pourrait s'avérer utile.

En raison de leur aspect vital pour la vie de nos sociétés et la sécurité mondiale, nous aimerions maintenant parler des problèmes de la drogue et de l'environnement. En 1984, le Venezuela a soumis à l'Organisation des Nations Unies une proposition de convention des Nations Unies pour la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes. Aujourd'hui, nous sommes heureux de constater qu'un nombre croissant de pays semblent disposer à y souscrire.

Le Président Pérez

Le Venezuela, avec d'autres pays latino-américains, a proposé récemment lors du Sommet des pays non alignés d'autres initiatives sur la prévention et la répression du lavage de l'argent du trafic des stupéfiants. Aux niveaux national et sous-régional andins, des mesures systématiques sont également prises pour éliminer ce fléau. Cette année, la gravité et les dimensions de ce crime de lèse-humanité ont été illustrées par les événements qui sont intervenus en Colombie.

La solidarité internationale s'en est tenue aux paroles plutôt qu'aux actes. Examinons par exemple le comportement des Etats-Unis. Sans aucun doute, ils ont été les premiers à exprimer leur solidarité et à apporter leur aide matérielle. Mais n'aurait-il pas été plus important dans ce cas, au lieu d'apporter une assistance circonstancielle, de procéder au renforcement de l'économie colombienne en apportant, par exemple, un appui à l'Accord international sur le café? Mais non, les pays cultivateurs de café, et parmi eux la Colombie, assiégée par les narcodollars, et d'autres par la dette, comme le Brésil, ont vu leurs ressources diminuer à cause du refus des Etats-Unis de souscrire aux accords de l'Organisation internationale du café. Les prix se sont effondrés. Comment combattre le trafic des stupéfiants dans ces conditions, avec la dette et des produits qui se vendent à si bas prix?

En tout état de cause, nous nous félicitons des accords conclus lors du Sommet de Paris, car nous sommes convaincus que sans une action résolue au niveau de la demande, nous ne parviendrons pas à grand chose. Les pays producteurs ont pour tâche de combattre le trafic mais il revient aux pays consommateurs, à leur tour, de freiner de façon draconienne la demande car c'est elle qui manifestement rend si difficile la lutte contre le trafic des stupéfiants.

Cette lutte contre le trafic des stupéfiants ne doit pas connaître de trêve. N'oublions pas qu'outre l'érosion des institutions et la détérioration de la santé, le trafic et la consommation des stupéfiants sont liés au terrorisme, au trafic clandestin d'armes, à la résurgence des activités mercenaires et à la violation des droits de l'homme.

Je dois dire qu'en dépit de tout ce qui a été fait, et que j'ai souligné avec optimisme, la lutte contre la drogue doit faire l'objet d'une législation internationale sous les auspices des Nations Unies dans le cadre d'une conférence mondiale, qui s'attaquerait à ce crime qui n'a pas de frontières, mais qui en use

Le Président Pérez

pour tourner en dérision et fouler aux pieds nos souverainetés. A l'occasion du neuvième Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenu récemment à Belgrade, j'ai proposé la convocation d'une conférence internationale pour coordonner les mesures de lutte contre le trafic des stupéfiants, avec la participation de tous les pays du monde.

S'agissant de l'environnement, je voudrais répéter ce que j'ai dit dans d'autres instances. Le développement et l'environnement vont de pair; jusqu'à présent, ils se sont opposés. Il devient indispensable que les pays développés et en développement abordent ce problème en commun et concilient leurs perspectives dans un effort concerté qui nous permettra de préserver notre patrimoine écologique, sans compromettre notre droit commun au développement. Je voudrais proposer aux pays Membres des Nations Unies que l'on élabore une convention qui nous engagerait tous. Mon pays fait partie d'une région essentielle du monde, l'immense Amazonie. Les huit pays qui en font partie ont constitué le Pacte de l'Amazone qui, sans attenter à nos souverainetés, s'attache à conserver cette région en tant que patrimoine de l'humanité et legs de la nature en faveur du développement et de la richesse de nos nations.

Le Venezuela appuie vivement la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la coopération économique internationale, et en particulier à la relance de la croissance et du développement économiques des pays en développement, qui doit se tenir en avril 1990. Nous assisterons à cet important événement. Nous souhaitons également vivement voir réussir les travaux préparatoires de la stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Consacrons cette prochaine décennie, la dernière du XXe siècle, à la protection de l'enfant, à l'avenir de l'humanité dans le troisième millénaire du monde. Proposons-nous de réduire de moitié le taux de mortalité infantile; de réduire de moitié les taux actuels de mortalité maternelle; d'universaliser l'école primaire et d'éliminer la malnutrition grave.

Je me permets, en cette instance de l'humanité, de demander que l'on souscrive à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui représente le consensus de tous les gouvernements du monde en ce qui concerne les garanties minimales que toute société se doit d'offrir à ses enfants. Ce doit être là la nouvelle éthique internationale. Au cours de la présente Assemblée, le Venezuela appuiera cette

Le Président Pérez

convention qui doit sauvegarder les droits de l'homme les plus fréquemment violés dans le monde : les droits de l'enfant. Nous appuierons également la convocation d'un sommet mondial consacré à l'enfance, proposé par le FISE. Au Premier Ministre suédois, qui a été le premier à appuyer ce sommet, nous offrons notre entière collaboration pour le parrainer, avec les autres nations qui voudraient s'associer à cette initiative.

En avril 1989, lors de la douzième réunion des ministres de la santé des pays andins, à Caracas, j'ai proposé que l'on convoque un sommet régional latino-américain. Les statistiques de notre région ne pourraient être plus alarmantes. Tous les ans, un million d'enfants de moins de cinq ans meurent; 360 000 au Brésil; 175 000 au Mexique; 240 000 dans les cinq pays andins. Tout enfant né en Amérique latine avec une dette extérieure de 32 000 dollars et une dette sociale de 23 000 dollars. Tout nouveau-né reçoit un passif historique de 60 000 dollars, ce qui équivaut à plus de 25 fois le produit interne brut national par habitant. En résumé, en Amérique latine la majorité des enfants sont pauvres et la majorité des pauvres sont des enfants.

Eclipse humaine ou développement social. Voilà l'alternative qui s'offre à l'humanité à l'aube du troisième millénaire.

Le Président Pérez

Nous sommes venus aux Nations Unies plaider en faveur de la coopération internationale. Ne fermons pas les yeux sur les innombrables dangers qui nous guettent en cette étape prometteuse. Prenons note des dangers et travaillons tous au renforcement de la tendance au triomphe de la raison. Les peuples sont confrontés à d'immenses problèmes économiques et sociaux et nul n'a le droit de les ignorer et d'ouvrir la porte au conflit et à l'instabilité. Dans l'histoire de ces 50 dernières années, l'affrontement stratégique a dominé les meilleurs esprits. Il serait peut-être temps de porter notre regard et notre attention sur l'intérieur, sur nos peuples et nos sociétés pour en évaluer la condition, les carences morales, les crises et leur trouver une solution. Cela nous donnera la mesure de l'énorme erreur qui a prévalu tout au long de la dernière moitié turbulente du XXe siècle et, en nous ouvrant les portes de l'espérance, nous portera au-devant de cette date magique du troisième millénaire, certains qu'avec l'avènement du siècle nouveau, toutes les nations du monde, unies par l'esprit de la solidarité, pourront s'acheminer vers un seul objectif : la garantie du bien-être de tous.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Venezuela de l'importante déclaration qu'il vient de prononcer.

M. Carlos Andrés Pérez, Président de la République du Venezuela, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

## ALLOCATION DE M. CARLOS MENEM, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ARGENTINE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président de la République argentine.

M. Carlos Menem, Président de la République argentine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président de la République argentine, S. E. M. Carlos Menem, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président MENEM (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous féliciter d'avoir été élu pour conduire les travaux de la quarante-quatrième session de cette assemblée générale. Vous représentez l'Afrique, continent lié aux luttes qui ont représenté pour les Nations Unies autant de difficultés que de réussites et vous représentez un pays, le Nigéria, qui a joué un rôle important dans la promotion des principes et des objectifs de la Charte de cette organisation. Nous connaissons vos travaux au sein du Comité spécial contre l'apartheid et nous vous rendons l'hommage qui revient à un leader de la lutte pour la suppression de l'abominable discrimination raciale en Afrique méridionale.

Je voudrais encore saluer le Président sortant, M. Dante Caputo qui, en tant que représentant de notre pays, a exercé la présidence de cette assemblée générale.

J'ai toujours cru que si nous ignorons la réalité mondiale qui nous entoure, nous serons dans l'impossibilité de penser au futur de notre pays, qu'il est impossible d'avoir une vision nationale correcte sans une vision internationale correcte, qu'il est impossible d'avancer, les yeux bandés et marchant à tâtons, en ignorant la réalité d'un monde en constante évolution.

C'est pour cette raison que je voudrais exposer dans ce forum, le plus important de tous, certains de nos soucis, de nos objectifs et de nos ambitions. Je voudrais parler de nos craintes, mais aussi de nos espoirs. Je voudrais parler des risques, mais aussi des possibilités qui nous sont offertes. En somme, je viens partager avec vous nos rêves et nos réalités.

La politique n'est-elle pas le sommet précis où notre volonté et nos idées s'unissent? L'histoire nous convoque et nous ne pouvons pas lui tourner le dos. Il y a un défi. Il y a une clameur. Il y a une responsabilité inéluctable.

Le Président Menem

Le XXI<sup>e</sup> siècle doit être le siècle d'une véritable renaissance. Ceci exige la grandeur nécessaire pour renoncer aux critères égoïstes de parti, idéologiques, de classe, de religion ou de race. Ceci exige l'intelligence nécessaire pour comprendre les problèmes de notre époque dans une perspective globale. Ceci exige la décision nécessaire pour passer des paroles à l'action.

Aujourd'hui, pour défendre ce qui nous appartient, il est indispensable de prendre conscience du monde de tous. Ce qui, dans le passé, était une option humaniste est à présent un impératif. Nous nous sentons tous unis face aux grands problèmes mondiaux qui exigent une coopération et une réponse solidaire.

Il existe un seul monde. Il existe une seule dignité humaine. Il existe un seul foyer pour tous les hommes. Comprendre cette réalité n'est pas un petit détail de l'histoire que nous avons à vivre. C'est la différence qui existe entre la paix et la guerre, entre le progrès et la décadence, entre le développement et la misère, entre la vie et la mort.

Le siècle qui s'achèvera bientôt porte l'empreinte d'un progrès technologique et scientifique sans précédent, mais aussi celle de guerres atroces, de génocides et de nouvelles menaces. Nous devons prendre conscience de ce jeu d'ombres et de lumières et nous préparer pour que le XXI<sup>e</sup> siècle s'achemine vers l'harmonie souhaitée. Je pense que le moment est venu de reformuler les vieilles idées, de les dépoussiérer, de les actualiser, de les mettre à la hauteur du monde contemporain. C'est pourquoi la notion de "sécurité" internationale doit être rajustée aux nouvelles réalités.

Aujourd'hui, l'insécurité ne se limite plus exclusivement au danger d'un affrontement nucléaire entre les superpuissances. Une autre insécurité mondiale existe. C'est le risque d'une nouvelle rupture de la planète, cette fois-ci en direction Nord-Sud. C'est l'incapacité d'harmoniser le développement économique à l'échelle globale.

Il ne pourra y avoir de paix ni d'ordre international dans un monde dominé par l'irrationalisme de l'inégalité. Pendant plusieurs décennies, nous avons eu recours à la conscience de la paix universelle afin d'éviter dans la mesure du possible la rupture Est-Ouest.



Le Président Menem

Maintenant - aujourd'hui et ici même - nous devons le faire afin d'empêcher la non moins nuisible rupture Nord-Sud, qui nous ferait aborder le XXI<sup>e</sup> siècle divisé en deux univers totalement opposés : celui de la société de l'opulence affrontée à une majorité de pays en croissante pénurie.

Dans le même sens, une profonde réflexion s'impose sur les périls qui menacent l'équilibre écologique et l'environnement. Nous pensons tous que l'homme ne peut pas devenir un loup pour l'homme. La planète n'est pas un organisme dégradable. Le développement n'est pas un simple calcul mathématique. La technologie n'est pas un mirage qui détruit l'habitat de l'être humain.

Des modalités adéquates de production devront se baser sur la sage administration des ressources renouvelables et sur la consommation décroissante de matières premières et d'énergies irremplaçables.

Il faut en outre récupérer les valeurs culturelles, de qualité de vie, de style et de tradition, qui correspondent à l'essence de chaque peuple. Il est absolument indispensable d'encourager une nouvelle rencontre progressive de l'homme avec la nature, avec l'eau, la terre, l'air, les plantes et les animaux de la création.

Ce sont là des questions de fond qui exigent une prise de conscience politique et une réaction décidée, avant qu'il ne soit trop tard. Le souci des philosophes, des sociologues, des anthropologues, des théologiens et des poètes ne peut continuer à être séparé de l'univers médiocre de la politique axée uniquement sur l'efficacité. Je ne crois pas à cette domination illusoire qui comporte un danger concret pour la destinée du monde. Les Nations Unies ne sont-elles pas le cadre le plus approprié pour la formation de cette conscience qu'exigent les circonstances changeantes?

Il est manifeste, par ailleurs, que l'horizon politique actuel nous offre des raisons d'espérer. Un climat de détente se consolide, non seulement sur le plan de l'opposition politico-idéologique des superpuissances mais encore dans le cadre des conflits régionaux. Au cours des cinq dernières années des étapes concrètes ont été franchies le long du chemin pour dissiper le climat de "guerre froide". Des progrès concrets en matière de désarmement, tels que le Traité historique de 1988 souscrit entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, peuvent marquer le début de la solution définitive du problème de l'irrationnelle course aux armements.

Le Président Menem

Cet événement est exemplaire car ses répercussions positives s'étendent à d'autres conflits.

Je pense que nous devons tous remercier notre secrétaire général de son dévouement, de son activité posée, concrète, infatigable et pleine d'espoir, parfois même lorsqu'il semblait impossible de nourrir le moindre espoir. Il suffirait de rappeler les progrès en faveur de la paix dans les conflits entre l'Iraq et l'Iran et à l'occasion des problèmes de Chypre et de l'Afghanistan. Quant au Kampuchea et au Sahara occidental, nous souhaitons que le Secrétaire général puisse continuer à compter sur notre appui indispensable pour l'établissement définitif de la paix. Nous souhaitons également une solution équitable au problème coréen.

Nous nourrissons de grands espoirs quant à la réalisation au mois de novembre prochain des élections en Namibie, que ce peuple résigné puisse être représenté à la prochaine Assemblée générale et recevoir nos manifestations de bienvenue en qualité de nouvel Etat indépendant et démocratique. Il s'agira là d'une étape décisive pour la normalisation du sud du continent africain.

Mais il en faut bien davantage : sans la suppression définitive du poids que représente l'apartheid en Afrique du Sud, l'étincelle de la violence demeurera vivace. Quelle sorte de paix pourrait être garantie, basée sur le silence de l'exclusion et sur la violation quotidienne du plus élémentaire des droits de l'homme qui est celui de l'égalité?

Nous, Argentins, avons une dette spéciale de gratitude envers M. Pérez de Cuéllar pour son attitude à l'occasion de notre conflit régional et celui des îles Malouines. Cette question est directement liée à celle de la paix et du désarmement. Depuis l'accession de notre gouvernement au pouvoir, nous avons voulu nous joindre au climat général de détente. Pour ce faire, nous avons pris des mesures positives. Nous avons tendu la main en manifestant notre volonté de dialogue mais sans susciter le moindre doute quant à nos droits historiques et inaliénables à la souveraineté sur les îles de l'Atlantique Sud. Les démarches concrètes entreprises de notre initiative sont récentes et bien connues. La normalisation du dialogue bilatéral devra être suivie d'une volonté ferme et sensée de mettre fin à une situation coloniale périmée, historiquement intenable.

Le Président Menem

Le moment est venu d'exprimer aux délégations de la majorité des pays qui sont représentés ici, la profonde reconnaissance du peuple argentin. A plusieurs reprises, vous avez manifesté votre vif appui à notre juste requête.

Cette attitude, cet appui résolu nous encouragent à espérer un dénouement juste et pacifique du conflit. Je tiens à affirmer que nous lutterons sans trêve et pacifiquement par la raison et la persuasion pour récupérer nos îles Malouines.

L'un des conflits régionaux envers lequel nous sommes naturellement engagés est celui de l'Amérique centrale. Nous sommes en faveur d'une solution politique, par la voie des négociations et sans interventions étrangères. Les pays directement intéressés doivent trouver d'eux-mêmes leurs solutions. Il a été démontré qu'il s'agit là de la bonne voie. Des accords tels que la "Déclaration de Tela", souscrite par les présidents de l'Amérique centrale, en sont la preuve. Il ne peut y avoir de solution possible si le principe de non-intervention est violé directement ou indirectement. De la même manière, les conflits ne pourraient que s'accroître si l'on prétendait différer la pleine vigueur du pluralisme démocratique et la liberté.

La question du Moyen-Orient nous incite à une profonde réflexion. Cette région constitue un confluent ancestral de cultures. Comme toute zone de rencontre, elle peut et a pu devenir une région de clivage et de péril. Un péril particulièrement grave de par sa position géopolitique et les intérêts hétérogènes qu'elle comporte. Notre pays réaffirme le besoin d'une solution urgente pour tous les peuples en conflit, c'est-à-dire le respect des droits de toutes les parties à l'autodétermination et à la possibilité de vivre à l'abri de frontières reconnues et sûres. De tels droits reviennent tant à Israël qu'au peuple palestinien.

De grands progrès ont été faits en matière d'objectifs et de déclarations, mais regrettablement le Moyen-Orient est encore une terre de mort, de douleur et de haine accrue. Le Liban, et sa malheureuse situation, constitue la preuve flagrante de l'inefficacité pour trouver des solutions de paix.

Notre pays croit à l'opportunité d'une conférence internationale de paix dans le cadre des Nations Unies, en vue de pacifier cette région et pour que l'éventuel accord qui pourrait être négocié repose sur de solides garanties internationales, jusqu'à la normalisation de cette situation. Cette méthode a permis de trouver des solutions appropriées dans des circonstances non moins dangereuses. Nous

Le Président Menem

appuierons éventuellement toute mise en route de négociations décidée par les parties et pouvant mettre fin à l'effusion de sang. Notre pays a d'importantes collectivités d'Arabes et de Juifs. Toutes deux cohabitent pacifiquement en conservant leur propre style de vie et leur culte religieux. Je descends moi-même de l'une d'elles et je peux apporter le témoignage de notre expérience, modeste mais non négligeable.

Nous, Argentins, croyons comme tous les peuples enrichis par une immigration très hétérogène, que les hommes peuvent cohabiter en paix quelle que soit leur croyance, leur race ou leur couleur. C'est pourquoi - puisqu'il s'agit d'un problème très proche de mon expérience et de mon cœur - j'ai offert la collaboration de notre gouvernement et la mienne personnelle, pour négocier le rapprochement des parties concernées, si elles le souhaitent ainsi et ce, conformément à la méthode qu'elles jugeront appropriée. Nous connaissons les énormes difficultés que présente ce problème, mais nous n'avons pas voulu épargner notre volonté de collaboration en cas d'initiative concrète. Au-delà des problèmes de la paix et du désarmement, notre organisation doit se consacrer à de nouvelles questions qui, de par leur importance, sont en voie de devenir les grands thèmes universels de notre génération.

Le Président Menem

Presque tous les pays, soit au titre de producteurs, de consommateurs ou d'intermédiaires, sont devenus des victimes du trafic des stupéfiants. Ce problème extrêmement grave ne pourra être combattu que si la communauté internationale agit de concert et énergiquement, poursuivant avec une même sévérité aussi bien la consommation que le trafic et la production des stupéfiants.

Les organisations criminelles internationales croient quelquefois être plus fortes que certains Etats, ce qui est faux car elles sont dépourvues de toute force morale et leur lutte, quoique violente, est terminale et désespérée.

Notre pays - notre Gouvernement en particulier - est disposé à livrer sur tous les fronts une bataille totale contre ce fléau. Nous voulons élargir le schéma répressif afin de frapper tous les échelons du trafic des stupéfiants. Nous offrons au Gouvernement de la Colombie tout l'appui qui est à la portée de nos possibilités. Je voudrais, dans ce contexte, que mes paroles vibrent avec toute la force d'une convocation à l'action partagée et solidaire\*.

Je voudrais faire mention de l'un des ces grands problèmes universels, qui touche tout particulièrement mon pays et les pays frères de l'Amérique latine. Il s'agit de l'ordre économique international régnant.

Nous sommes l'un des pays qui subissent les conséquences de l'exclusion ou de la limitation du niveau de nos exportations à cause de l'application d'un système de barrières douanières et tarifaires, de subventions et d'autres formes de restriction de la libre compétition dans le commerce de produits agropastoraux.

Cette limitation coïncide avec les exigences de paiement des intérêts de la dette extérieure. Les pays industrialisés qui exigent le respect absolu des obligations financières sont aussi ceux qui limitent nos possibilités de récupération par la restriction de la liberté d'accéder aux marchés acheteurs de notre production de base.

Cela revient à dire, concrètement, que de nombreux pays d'Amérique latine doivent faire face à la situation suivante : pour honorer leurs obligations extérieures, ils sont obligés d'hypothéquer leur développement ou d'imposer à leurs peuples un coût social extrêmement sévère et même immoral.

---

\* En dépit des sévères restrictions auxquelles mon pays doit faire face, nous avons fait don à la République soeur de Colombie de trois avions de combat, de reconnaissance et d'exploration.

Le Président Menem

Notre gouvernement s'est engagé à respecter les obligations contractées, mais nous exigeons naturellement du commerce international la transformation nécessaire de ses conduites comme réciprocité indispensable afin que nos efforts soient économiquement viables, afin qu'ils nous permettent de vendre librement ce que nous produisons, à des prix compétitifs et réalistes.

La crainte de la dette même nous inquiète moins que la persistance d'un système qui continue à différer la possibilité d'une récupération légitime.

Je ne voudrais pas m'attarder sur les détails de ces déséquilibres de l'économie mondiale. De nombreux pays parmi ceux qui sont représentés ici vivent cette situation comme une réalité de privations dramatiques et sont parfois même dans l'impossibilité de survivre. Ce syndrome a été décrit avec précision. Les données sur la saignée annuelle en dollars, du Sud vers le Nord, rendent inutile tout commentaire.

Ce que je tiens à signaler, c'est que la crise actuelle de l'Argentine, essentiellement similaire à celle de bien d'autres pays de l'Amérique latine, reconnaît comme l'un de ses facteurs déterminants la perversion du système commercial mondial déjà décrite, qui coïncide avec une déformation de notre économie interne.

Dans ce sens, nous sommes engagés sur la voie d'une profonde réorganisation : arrêter l'hyperinflation, redimensionner l'Etat et substituer à une ruineuse économie spéculative et financière ce que nous appelons la "Révolution productive", afin que le producteur de biens devienne l'homme privilégié du système.

Nous sommes certains qu'il serait incohérent de réclamer un ordre extérieur juste tout en conservant l'injustice et le désordre à l'intérieur de nos frontières.

C'est pour cette raison que notre gestion gouvernementale a débuté par de sévères mesures visant à assainir notre organisation économique et financière. Nous sommes parvenus en quelques semaines à arrêter le processus d'hyperinflation, à réduire les taux d'intérêt et à freiner la hausse du dollar. Mais nous savons que cette réorganisation interne ne constituerait qu'un effort partiel si elle ne s'associait à une modification économique à l'échelle globale, car sur le plan mondial aussi nous souffrons - au moins dans le groupe des Etats capitalistes - de cette maladie consistant à privilégier la sphère financière (et spéculative) au détriment du facteur primordial, soit la productivité.

La monnaie n'est déjà plus un symbole des valeurs, un moyen d'échange, et elle devient le pouvoir dominateur de l'économie.

Le Président Menem

Face à la réalité actuelle, notre pays se mobilise sur le plan régional pour mettre en oeuvre, à partir de ses frontières immédiates, une politique d'intégration et de coopération croissantes avec ses frères de l'Amérique latine.

Nous travaillons intensément pour consolider un système intégré de commerce, d'échange technologique et de coopération pour la production, sur la base d'accords concrets, afin que les chefs d'entreprise et non seulement l'Etat prennent en charge le poids de cet effort. Nous espérons que cette importante initiative deviendra, avec le temps, un pilier fondamental de cette union de peuples qui est la destinée naturelle des Latino-Américains. Mais cette tâche ne se limite pas à notre continent : nous essayons de l'appliquer dans beaucoup d'autres pays par la voie de l'échange commercial et de la coopération technologique.

J'ai voulu mettre en lumière quelques aspects essentiels de notre position face aux problèmes internationaux. Nous croyons sincèrement que les Nations Unies sont vouées à jouer un rôle important en redressant les écarts et en trouvant les voies que nous souhaitons tous.

Cette organisation a reçu le mandat, au titre du paragraphe 3 de l'Article premier de la Charte, de "réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire". Cet objectif est très vaste et certainement encore loin d'être atteint.

Nous sentons cependant que la tâche des Nations Unies devient plus que jamais indispensable afin que les grands problèmes mondiaux puissent recevoir un traitement visant le bénéfice de tous, en évitant ainsi l'arbitraire de certains, même des plus puissants.

J'insiste. Il n'y a pas trois mondes; il n'y a pas de sous-sols de l'humanité qui puissent être ignorés; il n'y a pas de continent qui puisse être marginalisé; il n'y a pas de sauvetage individuel.

Si tous les hommes du monde ne bâtissent pas ensemble le XXI<sup>e</sup> siècle, le XXI<sup>e</sup> siècle ne sera qu'une illusion.

Il est indispensable d'éviter une irréparable division du monde, une division qui ne sera peut-être plus politique mais qui est certainement économique.

Notre pays, comme la plupart des pays en développement, aspire à une collaboration active avec les nations industrialisées souffrant à leur tour des contradictions de leur croissance technologique. Cette attitude est devenue

Le Président Menem

évidente à Belgrade, lors de la récente conférence des chefs d'Etat des pays non alignés. C'est là que le courant de la coopération constructive s'est imposé aux tendances conflictuelles.

Pour finir, je souhaite lancer un appel. Je voudrais que mes paroles parviennent à chacune des consciences universelles, à chaque coeur, sans distinction de credo, de dogme, de couleur politique, de factions nationales.

Je voudrais que nous nous regardions tous dans les yeux et que nous nous demandions en toute sincérité et transparence : est-ce là le monde que nos enfants méritent? Pouvons-nous être fiers du monde dont nos enfants hériteront demain? Pourrons-nous être satisfaits lorsque, dans un proche avenir, nous serons interpellés par la voix de l'histoire et par celle de notre sang?

C'est pourquoi nous ne pouvons pas hypothéquer ce présent. Nous ne pouvons pas tuer notre espoir. Nous ne pouvons pas assassiner nos rêves.

Le XXI<sup>e</sup> siècle n'est pas une simple appellation oratoire; ce n'est pas un simple slogan publicitaire; ce n'est même pas un nouvel objectif technologique. Le XXI<sup>e</sup> siècle est essentiellement représenté en nous tous et en chacun de nos enfants et de nos jeunes.



Le Président Menem

Le XXI<sup>e</sup> siècle a le visage et le regard de millions et de millions d'enfants et de jeunes qui, aujourd'hui, ici et maintenant, à cet instant même, exigent de nous de la responsabilité, de l'intelligence et de la grandeur pour régir la destinée du monde.

Le XXI<sup>e</sup> siècle ne peut pas être le siècle de la guerre, de l'angoisse, de la mort, de la faim, de l'aliénation, de la folie collective, de l'indifférence, de la maladie, du retard ou de l'ignorance.

Aujourd'hui, la pauvreté empêche un milliard de personnes d'accéder à un niveau de vie pour le moins acceptable. Un être humain sur cinq souffre de cette dégradation terrible. Au cours des dernières 24 heures, environ 40 000 enfants de moins de 5 ans sont probablement morts dans des circonstances liées aux mauvaises conditions économiques.

Face à cette situation, nous ne pouvons pas détourner la tête et faire semblant de ne rien voir.

La menace du futur n'est pas une question pouvant être seulement mesurée en termes de pauvreté ou de richesse matérielle. Nous devons lutter contre la faim des enfants pauvres mais nous devons aussi nous occuper de la tristesse des enfants riches.

Dans les pays pauvres, les jeunes ne trouvent pas les voies économiques nécessaires pour avoir accès à l'éducation, au travail, au bien-être et parfois même à la survie.

Dans les pays industrialisés, ils se sentent menacés par une éducation cruellement compétitive; ils se voient refuser l'espace et le temps consacrés à la fantaisie. Ils sont obligés à s'engager dans une vie qui ne privilégie pas toujours les valeurs essentielles.

Dans les deux cas, développement ou sous-développement, les enfants et les jeunes se sentent face à un "monde clos".

Le XXI<sup>e</sup> siècle ne peut pas prolonger ce mirage.

J'insiste, nous devons nous poser sincèrement une question qui peut sembler à la fois cruelle et compromettante : pouvons-nous nous sentir heureux de l'univers que nous avons été capables de bâtir?

Pouvons-nous regarder nos enfants et nos jeunes dans les yeux et leur dire sans hypocrisie que le monde que nous leur laissons vaut la peine d'être vécu?

Le Président Menem

Pouvons-nous dire "mission accomplie" et respirer avec soulagement? Pouvons-nous dormir tranquilles tandis qu'un être humain sans défense meurt faute de nourriture, de médicaments, d'éducation ou faute d'amour?

Parce que je sais que la réponse n'est pas satisfaisante, parce que je sais que la réponse en appelle à notre conscience, nous émeut et bouleverse notre conscience, j'ai voulu vous lancer cet appel final : les enfants et les jeunes constituent le meilleur paramètre pour évaluer nos conduites et nos décisions. Ce sont eux qui doivent être les protagonistes d'un XXI<sup>e</sup> siècle d'espoir, plutôt que devenir les victimes d'un nouveau millénaire d'horreur.

C'est pour cette raison que je fais miennes les paroles prononcées par S. S. Paul VI, paroles qui constituent aussi bien un appel qu'un engagement pour tous les hommes de bonne volonté :

"La paix est bien évidemment plus que l'absence de guerre. La paix, c'est le développement. Et sans développement, la paix n'est qu'une illusion."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je tiens à remercier le Président de la République argentine de l'importante déclaration qu'il vient de faire.

M. Carlos Saúl Menem, Président de la République argentine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

ALLOCUTION DE M. JANEZ DRNOVSEK, PRESIDENT DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE SOCIALISTE DE YUGOSLAVIE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président de la Présidence de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, M. Janez Drnovsek.

M. Janez Drnovsek, Président de la Présidence de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président de la Présidence de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, S. E. M. Janez Drnovsek.

Le Président DRNOVSEK (interprétation de l'anglais) : C'est un plaisir pour moi, Monsieur le Président, de vous féliciter très cordialement de votre élection à la tête de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale. Représentant d'un pays africain de premier plan, le Nigéria ami, homme de grande expérience diplomatique et d'une profonde sagesse, vous êtes éminemment qualifié pour présider l'Assemblée.

Le Président Drnovsek

En même temps, je tiens à rendre hommage à S. E. M. Dante Caputo, représentant de l'Argentine, qui a brillamment dirigé les travaux de la quarante-troisième session.

Pour de nombreuses raisons, je voudrais tout particulièrement remercier et assurer de notre gratitude le Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar. Je pense surtout à son importante contribution, au cours de l'année dernière, à la quête de solutions aux problèmes les plus aigus du monde.

Le Président Drnovsek

Sa perception de l'état actuel des relations internationales et ses réflexions sur la position et le rôle des Nations Unies, présentées dans son rapport annuel sur les travaux de l'Organisation, méritent toute notre attention.

La neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés s'est tenue récemment à Belgrade, la capitale de mon pays, et je suis persuadé que vous partagez notre conviction que cette conférence a constitué l'un des événements majeurs de l'année.

C'est pour moi un grand privilège d'avoir la responsabilité de vous présenter les résultats de la neuvième Conférence, contenus dans le document et les messages de clôture de cette importante assemblée des pays non alignés. J'estime ainsi contribuer également à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés ont adopté une déclaration ainsi qu'un certain nombre de documents distincts sur des questions spécifiques dans les domaines politique et économique. Les documents du Sommet reflètent les vues du Mouvement des pays non alignés sur l'évolution actuelle des relations internationales et ses aspirations à contribuer à ces processus.

Ces vues peuvent être brièvement énoncées de la façon suivante : après une longue période de tension, au cours des quelques dernières années, la situation a commencé à changer; les tensions se sont atténuées dans le monde, et cela a eu un effet positif sur le processus de solution de quelques crises et problèmes qui affligent le monde depuis longtemps.

Pour l'essentiel, c'est le changement préconisé depuis toujours par les pays non alignés qui s'est produit, mais la situation est loin d'être ce que l'on souhaite. L'ancien et le nouveau caractérisent actuellement les relations internationales. La détente est loin d'être universelle, puisque des guerres continuent d'être menées dans de nombreuses parties du monde. La détente politique dans le sens Est-Ouest n'a pas été suivie d'une détente économique Nord-Sud. Le processus d'appauvrissement du Sud se poursuit. Les réalisations technologiques peuvent améliorer de façon considérable la qualité de la vie, mais peuvent aussi engendrer une destruction tragique. Alors que les droits de l'homme sont une condition fondamentale de la vie dans certains endroits, ils constituent ailleurs un objectif lointain.

Le Président Drnovsek

Les pays non alignés considèrent que le monde se trouve à la croisée des chemins. Une accélération du développement progressif de la communauté internationale peut se produire, mais on peut également assister à une régression radicale.

Dans un monde caractérisé par une interdépendance croissante, les pays non alignés se sont déclarés prêts à assumer leur part de responsabilité dans la solution des problèmes communs. En conséquence, ils ont décidé de traiter également les problèmes qui sont une source de préoccupation croissante pour l'ensemble de la communauté internationale, tels que, par exemple, la question de la protection de l'environnement, le problème de la drogue, etc.

Depuis des décennies, nous sommes opposés aux affrontements dans le monde, conscients du fait que seuls le dialogue et la coopération peuvent résoudre les problèmes. Nous sommes décidés à coopérer avec tous les autres pays du monde à cette fin, convaincus que le réalisme l'emportera sur les préjugés et le dogmatisme.

Conformément à ces vues, les pays non alignés ont souligné, dans leur déclaration, plusieurs domaines auxquels ils ont assigné la priorité dans leurs travaux futurs. La première priorité porte sur les efforts destinés à maintenir la paix, à réaliser le désarmement et à régler les conflits par des moyens pacifiques.

La notion de sécurité ne se limite pas seulement à son aspect militaire. Le respect des principes de la Charte des Nations Unies, le règlement pacifique des conflits, le développement économique et le respect de tous les droits de l'homme individuels et collectifs sont des questions étroitement liées au désarmement.

Au moment où le véritable processus de désarmement démarre enfin, les pays non alignés continuent d'oeuvrer à son renforcement et à son expansion. L'élimination totale des armes nucléaires demeure l'objectif primordial. La Yougoslavie, avec d'autres pays non alignés, accorde la plus haute priorité à l'interdiction totale des essais nucléaires. Nous préconisons également l'adoption, dans les plus brefs délais, d'une convention globale sur l'interdiction et l'élimination des armes chimiques.

A la neuvième Conférence au sommet, les pays non alignés ont également souligné qu'ils étaient prêts à contribuer pleinement à la mise en branle et à la réalisation du processus de désarmement classique au niveau global, régional et sous-régional.

Le Président Drnovsek

Je tiens également à souligner que nous appuyons pleinement le rôle crucial et la responsabilité fondamentale des Nations Unies dans le domaine du désarmement. Ce rôle pourrait être renforcé grâce à la mise en place d'un système de vérification multilatérale intégré sous les auspices de l'Organisation.

La priorité suivante est la recherche en commun de solutions effectives et acceptables aux problèmes des relations économiques internationales.

Tout en se félicitant, lors de la neuvième Conférence au sommet, des changements positifs intervenus dans les relations internationales, les pays non alignés ont souligné qu'"une détente dépourvue de contenu économique n'est guère susceptible de se maintenir". Cette opinion explicite a été largement développée : la position sans cesse plus difficile des pays en développement où la majorité de l'humanité se voit refuser l'accès à tout progrès scientifique et technique est le principal obstacle aux aspirations globales à l'intégration sur la base de l'interdépendance et de la coopération équitable. Une telle tendance n'est pas seulement un obstacle au développement plus rapide et plus équilibré de l'économie mondiale dans son ensemble, mais également une menace latente à la paix et la stabilité dans le monde.

Dans leur analyse, les pays non alignés ont indiqué les changements complexes survenus dans l'économie mondiale : sa multipolarité croissante, les nouvelles percées technologiques, le renforcement de l'intégration des groupements mondiaux et les réformes dans les pays socialistes. Ces changements peuvent entraîner de nouveaux développements, mais leur cours est complexe et leur issue incertaine. Il y a également de nouveaux dangers de voir les processus se refermer, et exclure les tierces parties.

La pratique prouve, cependant, de façon croissante que l'économie mondiale est difficile à gérer sur la base d'accords conclus dans un cercle limité. Le climat politique international favorable, une plus grande conscience de l'interdépendance, des années d'une croissance relativement stable des pays développés pourraient constituer un terrain fertile et inaugurer une nouvelle ère de dialogue et de coopération Nord-Sud. Les messages de la neuvième Conférence au sommet et les réunions ministérielles du Groupe des 77 qui l'ont précédée ont exprimé très clairement la volonté des pays non alignés et d'autres pays en développement de rechercher ensemble des solutions effectives et généralement acceptables aux problèmes clefs et liés entre eux que sont la dette extérieure, le développement, le financement, le commerce, les matières premières et la technologie, ainsi que les problèmes spécifiques et particulièrement aigus que connaissent les pays les

Le Président Drnovsek

moins développés. Nous sommes convaincus qu'aujourd'hui, il est réaliste d'envisager l'instauration d'un nouveau consensus de développement global et que c'est là une opportunité que la communauté internationale ne doit pas manquer.

Je tiens à souligner que le problème de la dette extérieure d'un nombre considérable de pays en développement constitue l'un des problèmes dont la solution ne peut attendre plus longtemps.

La stagnation économique prolongée de ces pays et les sorties constantes de capitaux, par l'intermédiaire du service de la dette extérieure, vers les économies des pays développés ont nécessairement des effets sociaux et politiques graves sur les pays débiteurs et pour la communauté internationale dans son ensemble.

Le Président Drnovsek

Nous appuyons l'évolution constatée dans l'attitude des pays créditeurs et les signes de leur bonne volonté de faire face à ce problème dans un esprit plus novateur, offrant ainsi de meilleures perspectives pour sa résolution, mais nous tenons également à souligner qu'il est nécessaire de résoudre ce problème d'une façon plus rapide et plus efficace dans l'intérêt de tous.

Nous ne nous attendons pas à ce que la solution de tous les problèmes puisse être trouvée ici, aux Nations Unies. Il convient de combiner l'action aux niveaux national, régional et mondial. Les institutions spécialisées et autres instances ont un rôle clairement défini. Cependant, c'est depuis cette instance universelle et hautement démocratique que les impulsions politiques nécessaires et les directives devraient être données, pour faire en sorte que toutes les activités soient cohérentes et mènent à la création de conditions permettant de faire entrer plus rapidement les pays en développement dans le grand courant de l'économie mondiale. Une communication plus féconde et la réalisation d'un accord sur un plus grand nombre de problèmes économiques et de développement essentiels seraient en même temps les meilleurs garants du succès de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, prévue pour le mois d'avril de l'année prochaine.

Le besoin impératif d'un nouveau consensus de développement exige également l'engagement politique des pays au niveau le plus élevé. C'est pourquoi l'idée de consultations régulières entre les dirigeants du Nord et du Sud est parfaitement opportune et mérite notre plein appui.

La priorité importante suivante pour les pays non alignés consiste à appuyer le droit de tous les peuples vivant sous domination coloniale ou étrangère ou sous occupation étrangère à l'autodétermination et à l'indépendance. Soulignant leur attachement à l'objectif visant à une élimination complète du colonialisme, les pays non alignés se sont une fois de plus engagés à renforcer leur solidarité tant avec les pays non alignés que les autres pays faisant face à l'agression, à l'intervention ou à l'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Le plus grave problème colonial qui subsiste, à savoir celui de la Namibie, semble, nous l'espérons, toucher à sa fin. Le processus de l'acquisition de l'indépendance sur la base de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, qui se fait jour actuellement et attire l'attention de la totalité de l'opinion publique mondiale, représente une victoire pour les efforts prolongés déployés depuis le début par notre organisation pour mettre fin à l'occupation illégale de



Le Président Drnovsek

ce territoire par l'Afrique du Sud. Ce processus entre maintenant dans son étape finale et la plus critique. Il est de notre responsabilité d'empêcher par notre attitude résolue toutes les tentatives de dernière minute de contrecarrer le plan des Nations Unies. Le peuple de Namibie ne doit pas être empêché d'exprimer librement sa volonté lors des élections.

A cette fin, dans une déclaration spéciale adoptée à son neuvième sommet, les pays non alignés ont appelé le Conseil de sécurité et le Secrétaire général des Nations Unies à prendre de façon urgente une série de mesures pour empêcher toute violation future du plan des Nations Unies. Cependant, cette fois, les pays non alignés sont eux-mêmes passés à l'action. Leur mission d'enquête qui s'est rendue en Namibie au début du mois d'août doit retourner dans ce pays pour surveiller les élections de novembre et faire rapport immédiatement au Mouvement. En même temps que ses autres actions de soutien et d'assistance au peuple namibien, maintenant et à l'avenir, et fidèle à ses principes fondamentaux et à ses priorités, le Mouvement des pays non alignés démontre ainsi dans la pratique sa solidarité active avec les peuples qui sont en train de conquérir leur liberté.

Dans la ligne de la politique du Mouvement, les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés ont condamné très fermement l'existence persistante du système de l'apartheid et ont appuyé la continuation de l'application de toutes les mesures existantes et la prise de nouvelles mesures en vue de son élimination. En même temps, par l'adoption de la Déclaration de Harare du 21 août du Comité spécial sur l'Afrique australe de l'Organisation de l'unité africaine, ils ont appuyé la détermination des peuples de l'Afrique australe de mettre fin à l'apartheid par des moyens pacifiques, par la négociation. Cette détermination est parfaitement conforme à la situation actuelle dans les relations internationales et notre organisation est tenue d'user de toute son influence pour éviter que cette attitude courageuse et sage des peuples de l'Afrique soit déçue. Une responsabilité historique incombe maintenant à l'Afrique du Sud. La paix et la coopération dans la région, ou bien une explosion de révoltes de la part des peuples subjugués et le bain de sang qui en résulterait, tel est le choix qu'elle a à faire. Tout ce qui existe de rationnel et d'humain dans l'homme indique qu'elle ne peut ni ne doit hésiter en faisant ce choix.

D'autres sujets de crise et d'instabilité dans le monde exigent également notre attention la plus urgente et la plus constante. A ce moment favorable, il

Le Président Drnovsek

est de notre responsabilité, en tant que membres de cette organisation, d'user de tous les moyens à notre disposition pour aboutir à un accomplissement réussi ou à l'accélération des processus d'application de nos résolutions, ou pour faire redémarrer ce processus là où il se serait enlisé.

Nous pensons en effet qu'il est grand temps que l'attitude de sagesse politique et la position constructive de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), légitime représentant du peuple palestinien, reçoive une réponse également valable et constructive de la part des autres principaux intéressés de qui dépend le processus de paix au Moyen-Orient. Tout en accueillant favorablement une mesure même partielle qui pourrait rapprocher cette région de la paix, nous pensons que l'opposition qui subsiste à la convocation d'une conférence internationale sous les auspices des Nations Unies et avec la pleine participation de l'OLP devrait être écartée aussitôt que possible. La grande majorité des pays du monde ont exprimé depuis longtemps leur appui à cette façon réaliste d'approcher une solution d'ensemble à la crise du Moyen-Orient, ce qui donnerait la possibilité à tous les pays de la région de vivre dans la sécurité et la paix à l'intérieur de leur territoire.

L'escalade tragique du conflit met de plus en danger les perspectives d'apporter l'unité, la pleine souveraineté et l'intégrité territoriale au Liban non aligné et prolonge ainsi les souffrances de son peuple. Il est temps pour toutes les parties intéressées de soutenir les efforts constants du Comité tripartite arabe qui, jouissant ainsi de l'appui le plus large, pourrait conduire à briser le cercle vicieux de la violence et aboutir à des accords.

Une solution politique au problème de l'Afghanistan exige que les Accords de Genève soient appliqués de façon consistante et complète et que tous leurs signataires et garants respectent ceux-ci tant à la lettre que dans leur esprit. Ceci faciliterait l'ouverture d'un dialogue entre Afghans, visant à l'établissement d'un gouvernement sur une large base, comprenant des représentants de tous les secteurs de l'opinion du peuple afghan.

Bien que la Conférence de cet été sur le Cambodge à Paris n'ait pas abouti à une solution d'ensemble, le mouvement des efforts diplomatiques ne peut se permettre de ralentir. Aussi lent et laborieux qu'il puisse être, le processus de négociation apporte certains résultats et renforce les espoirs que les conditions seront bientôt créées qui permettraient au peuple du Cambodge de déterminer

Le Président Drnovsek

librement son destin. Le retrait des troupes étrangères est certainement la mesure la plus importante dans cette direction.

Le récent accord de paix entre les présidents de cinq pays d'Amérique centrale conclu à Tela, au Honduras, a, il faut l'espérer, éliminé les obstacles qui subsistaient à l'application de l'Accord de paix II d'Esquipulas. Tout en nous félicitant de l'action du Secrétaire général des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains en faveur d'une vérification internationale de l'application des accords de paix, je tiens à exprimer notre conviction que la stricte observance de ces accords par tous est essentielle pour que puisse s'établir une paix durable dans la région.

Le Président Drnovsek

L'application systématique et intégrale de la résolution 598 (1987) reste la base d'un règlement global, juste, honorable et durable du conflit entre l'Iran et l'Iraq.

En ce qui concerne le Sahara occidental, nous sommes convaincus que toutes les parties intéressées doivent coopérer pleinement avec le Secrétaire général des Nations Unies et le Président de l'Organisation de l'unité africaine dans leurs efforts continus en vue d'un règlement juste et définitif. En dépit de toutes les difficultés, nous croyons que la poursuite des bons offices du Secrétaire général et les entretiens intercommunautaires, dans un climat marqué par une amélioration générale des relations internationales, feront avancer, de façon décisive, la solution du problème chypriote. La voie vers la réunification pacifique des Corée passe par le dialogue et l'instauration de la confiance mutuelle, conformément aux principes de la déclaration commune Nord-Sud de 1972.

La question suivante sur la liste des priorités des pays non alignés est celle de la protection de l'environnement. Aujourd'hui, les dangers qui menacent l'atmosphère, les mers et les forêts menacent tous les pays et soulignent de façon spectaculaire l'interdépendance du monde contemporain. Forts de cette conviction, les pays non alignés se sont déclarés entièrement disposés à contribuer au renforcement de la coopération mondiale pour la protection et l'amélioration de l'environnement. Ils ont également souligné que cet objectif ne saurait être réalisé que dans le contexte de la croissance et du développement et avec l'allocation de ressources supplémentaires qui permettent aux pays en développement de bénéficier de techniques écologiquement plus propres et favorisent leur participation active à la coopération écologique mondiale. C'est sur cette base que les pays non alignés demanderont que la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale adopte une décision finale relative à la convocation en 1992 de la Conférence mondiale sur l'environnement et le développement.

La priorité suivante est le respect intégral des droits et libertés de l'homme. Les pays non alignés soulignent que le droit de toute personne à jouir pleinement de ses droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels est la plus grande source d'inspiration du Mouvement et un de ses objectifs fondamentaux. En conséquence, ils ont confirmé qu'ils souscrivent entièrement à la reconnaissance largement répandue et croissante de l'importance particulière que revêt la pleine jouissance des droits et libertés de l'homme, aussi bien collectifs qu'individuels.

Le Président Drnovsek

De fait, les peuples ne pourront jouir d'aucun droit ni d'aucune liberté tant que chaque personne ne pourra jouir individuellement de ses droits et libertés. En Yougoslavie, nous croyons que la mesure dans laquelle un individu jouit de ses droits et libertés fondamentaux marque le degré de démocratisation d'une société et la possibilité de sa participation à des processus démocratiques plus vastes dans le monde auquel nous aspirons.

Dans ce contexte, il faut cependant garder à l'esprit que les droits civils et politiques ne peuvent être dissociés des droits économiques, sociaux et autres, ainsi que des besoins de l'homme, et que les conditions économiques et sociales dans une large majorité des pays en développement sont très difficiles.

Enfin, les pays non alignés se sont engagés à oeuvrer pour le renforcement du rôle et de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies afin qu'elle soit en mesure de s'acquitter de sa responsabilité légitime : le règlement des principaux problèmes du monde. Pour ce faire, ils s'efforceront de favoriser le renforcement du mécanisme des Nations Unies et la coordination efficace de ses activités, car, comme ils l'ont souligné, ils sont convaincus de l'importance croissante du multilatéralisme, tant au niveau mondial que régional. Je suis persuadé que d'autres membres de l'Organisation souscrivent à cette opinion.

Voilà les priorités arrêtées par les membres du Mouvement des pays non alignés lors de leur neuvième sommet à Belgrade. Mon pays les appuie et les approuve entièrement et, en tant que coordonnateur des activités des pays non alignés, il veillera dans l'avenir à leur réalisation. Conformément à leurs décisions politiques et à leurs priorités et positions relatives à des questions particulières, les pays non alignés aborderont les travaux de la présente session résolus à apporter leur contribution constructive.

Comme la précédente, la présente session de l'Assemblée générale se tient dans un climat international propice à l'examen de questions mondiales cruciales, ce qui non seulement facilite notre tâche mais accroît notre responsabilité dans les événements futurs.

Notre responsabilité particulière est de contribuer sensiblement, grâce à une conclusion heureuse de cette session, au renforcement et à la réaffirmation du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le règlement des problèmes mondiaux cruciaux.

Le Président Drnovsek

Puisse la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, plus que les sessions précédentes, accroître la coopération véritable et réduire les affrontements. Si nous y parvenons, les résultats finaux dépasseront nos attentes. Qui plus est, nous pourrions peut-être réussir à surmonter certaines limites psychologiques, que les croyances enracinées et la pratique établie depuis longtemps nous imposent, car elles limitent, voire mettent en danger, notre avenir.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la Présidence de la République fédérative socialiste de Yougoslavie de l'importante déclaration qu'il vient de prononcée.

M. Janez Drnovsek, Président de la Présidence de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

## DEBAT GENERAL

M. GHOZALI (Algérie) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, la délégation algérienne se réjouit de votre élection à la présidence de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. En vous désignant à cette charge, assurément des plus exigeantes, ce sont vos mérites personnels établis et vos qualités professionnelles reconnues que cette assemblée a voulu honorer.

C'est aussi un hommage des plus mérités que notre assemblée a voulu rendre au Nigéria frère pour sa remarquable contribution à la libération totale de l'Afrique et, singulièrement, à son engagement dans la lutte contre l'apartheid. L'Afrique, une et solidaire, se reconnaît dans cet hommage rendu à votre pays au moment précisément où elle se trouve engagée dans la phase finale de la liquidation du colonialisme.

Votre prédécesseur à cette charge, M. Dante Caputo, a su s'acquitter de sa tâche d'une manière qui lui vaut aujourd'hui, et à juste titre, les félicitations des membres de cette assemblée. Qu'il veuille bien trouver ici notre part dans le témoignage de reconnaissance qui lui est ainsi unanimement rendu.

La communauté internationale, dans son ensemble, est redevable au Secrétaire général de notre organisation, M. Pérez de Cuéllar, d'incarner si valablement le caractère irremplaçable des Nations Unies par le message et l'effort de paix et de développement qu'elles apportent partout où leur présence s'impose.

Une nouvelle culture du dialogue et de la concertation semble devoir s'établir dans les relations entre les deux superpuissances. La conclusion d'un traité sans précédent sur le désarmement nucléaire - l'accord sur les forces nucléaires intermédiaires - en a marqué à la fois la véritable amorce et un premier aboutissement.

Il ne peut qu'être salutaire pour la paix du monde que la rivalité de blocs idéologiques et militaires se mue ainsi progressivement en coopération dans une contribution à la formation d'un véritable front international pour la paix mondiale.

Il est également encourageant que les attitudes figées par la guerre froide commencent à s'ouvrir au langage porteur d'un avenir que l'humanité se doit de concevoir et de préparer solidairement. Mon pays voudrait ici réaffirmer sa fidélité à cette conception de la paix mondiale, qui se veut universelle dans sa démarche et globale dans son approche.

M. Ghazali (Algérie)

Le développement partagé appelle la coopération étendue et universelle. La paix commune appelle l'effort commun.

C'est ainsi que le fait de reconnaître l'influence de la sécurité en Europe sur la sécurité du monde devrait conduire à mesurer le caractère partiel d'une sécurité qui se limite encore à la seule Europe quand les exigences d'une aire de convivialité de civilisations appellent la prise en compte des intérêts légitimes de sécurité des pays non alignés sud-méditerranéens.

Dans le même temps, la résorption des conflits locaux doit relever de mécanismes régionaux quand ceux-ci sont à même de formuler une solution durable. A l'inverse, ces conflits doivent bénéficier de l'attention soutenue de la communauté internationale lorsque les Nations Unies, notamment, apparaissent comme le cadre idéal et irremplaçable dans la recherche d'un règlement juste et durable.

Tout comme il l'a fait tout récemment à Belgrade, c'est à la promotion de cette entreprise commune et globale que le Mouvement des pays non alignés n'a cessé de s'employer. L'évolution actuelle des relations internationales fournit la plus grande justification à son message.

Dans les mutations en cours, notre mouvement entend, en effet, prendre la part qui lui revient. La redéfinition nécessaire du paysage international ne saurait s'accommoder de ce que quelques-uns s'en réclament les acteurs dominants quand l'immense majorité de l'humanité resterait confinée au rôle de spectateur passif.\*

Consciente de la part que chaque pays doit investir dans l'édification de la paix commune et le renforcement de la coopération, c'est dans les deux aires africaine et arabe de son appartenance naturelle que l'Algérie apporte sa contribution résolue et qu'elle veut significative autant par l'acte de foi qu'elle exprime que par les résultats qu'elle produit.

Au Maghreb, le destin commun des peuples de la région est résolument pris en charge depuis le premier Sommet maghrébin, tenu à Zoraida, en Algérie, par les chefs d'Etat de la région. Depuis lors, les objectifs se précisent et les moyens s'organisent pour prendre rendez-vous avec l'avenir et tracer la voie à une union qui s'inscrit dans un héritage de civilisations unique, tout en étant appelée à s'assumer dans un environnement international en pleine restructuration.

---

\* M. Poos (Luxembourg), Vice-Président, assume la présidence.



M. Ghazali (Algérie)

Face à l'ampleur des défis, il ne fait pas de doute que l'édification du Maghreb ne peut que se conforter d'un règlement pacifique, juste et durable de la question du Sahara occidental. De ce point de vue, l'Algérie s'est profondément réjouie de l'acceptation, l'année dernière, par le Maroc et par le Front Polisario, des propositions conjointes du Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), propositions qui visent à l'exercice libre et authentique par le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

C'est également à la grande satisfaction de mon pays que le dialogue de paix entre le Maroc et le Front Polisario, dialogue que l'Algérie a toujours appelé de ses vœux et toujours appuyé avec ferveur, a connu un moment historique avec la rencontre qui a eu lieu, en janvier dernier, entre S. M. le Roi Hassan II du Maroc et les dirigeants du Front Polisario. La poursuite de ce dialogue sera déterminante pour que ces deux peuples frères et voisins abordent l'avenir dans la sérénité et contribuent significativement à l'édification du Maghreb arabe. C'est là notre ferme conviction. Souhaitée et encouragée par tous, la poursuite résolue de ce dialogue balisera, à coup sûr, la voie qui mène au référendum d'autodétermination que l'ONU et l'OUA se préparent à organiser au Sahara occidental.

M. Ghozali (Algérie)

Pour tout ce qui leur reste à entreprendre afin de mener à son terme le mandat dont ils ont été investis par l'Assemblée générale, le Président en exercice de l'OUA et le Secrétaire général de l'ONU savent que le soutien actif de mon pays leur est acquis en vue du succès de leur mission de paix. Ce soutien, je tiens à le réaffirmer aujourd'hui avec la même force.

Avec le même esprit et la même conviction, nous n'avons cessé de plaider et d'œuvrer afin que la fraternité et l'entente recouvrent pleinement leurs droits, entre la Jamahiriya arabe libyenne et la République du Tchad. C'est à sa grande satisfaction que mon pays a vu ces deux pays frères et voisins sceller leurs retrouvailles par l'Accord signé le 31 août dernier à Alger. Cet aboutissement historique d'un processus patiemment et fraternellement soutenu par l'Algérie ouvre la voie d'un avenir de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre les deux pays frères. Un juste hommage doit être rendu ici à l'action inlassable du Comité ad hoc des chefs d'Etat africains pour ce succès de toute l'Afrique. Car, c'est bien toute l'Afrique qui est en droit de se réjouir aujourd'hui de l'ère nouvelle de concorde qui s'instaure entre les deux peuples tchadien et libyen, libérant ainsi un surcroît de l'énergie commune face aux défis nombreux qui interpellent le continent.

Il n'est pas de défi plus grand pour l'Afrique que celui que constitue le régime d'apartheid dans toutes ses dimensions, raciste en Afrique du Sud, colonial en Namibie et déstabilisateur en Afrique australe.

Le peuple namibien, qui a mené, des décennies durant, un combat libérateur sous la conduite de la SWAPO, s'apprête à rejoindre le concert des nations indépendantes. La communauté internationale, qui a accompagné cette lutte de son appui constant, ne peut cependant laisser sa vigilance fléchir en cette étape cruciale où l'Afrique du Sud tente de pervertir le processus électoral.

Il revient, dès lors, aux Nations Unies de veiller à chaque instant à ce que l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité ne connaisse aucune altération et que la volonté souveraine du peuple namibien s'exprime sans entraves.

De la même manière, il faut dire que, si l'Afrique du Sud s'est rendue, sous la contrainte conjuguée de la communauté internationale, à l'inéluctable exigence de l'indépendance de la Namibie, il nous revient d'intensifier notre engagement aux côtés de la résistance nationale du peuple sud-africain pour que s'effondre la citadelle du racisme en Afrique du Sud. Alors, l'ensemble des pays de l'Afrique

M. Ghazali (Algérie)

australe pourront jouir de la stabilité et de la paix nécessaires au développement auquel aspirent les peuples de cette région.

De même qu'en Namibie, elles sont le meilleur garant d'une indépendance authentique, les Nations Unies demeurent le cadre le plus indiqué pour le règlement juste et durable du conflit du Moyen-Orient. La dimension centrale de ce conflit, à savoir la question palestinienne, ne peut, aujourd'hui moins que jamais, être ignorée lorsqu'en dépit de la répression et de l'oppression de l'occupant israélien qui s'abattent quotidiennement sur lui, le peuple palestinien par son Intifada héroïque démontre qu'il est prêt à payer le prix pour recouvrer tous ses droits dont celui, inaliénable et imprescriptible, de bâtir son Etat sur sa patrie libérée.

Proclamée à Alger voilà un an, la naissance de cet Etat a immédiatement été saluée et reconnue par une majorité d'Etats comme un aboutissement logique et légitime qui répond opportunément et justement aux aspirations nationales du peuple palestinien.

A cet égard, il n'est pas de règlement juste et durable en dehors de la satisfaction des droits nationaux du peuple palestinien, ni d'alternative viable à la Conférence internationale avec la participation de l'OLP sur un pied d'égalité avec toutes les autres parties.

Au Liban, un autre peuple arabe a affronté une terrible tragédie qui a aggravé le bilan déjà très lourd en pertes humaines et matérielles. Ce conflit fratricide n'a pourtant pas atteint le peuple libanais dans sa foi en la reconstruction de son pays enfin libéré et réconcilié avec lui-même. Nourri de cette même foi, le Haut Comité tripartite composé du Président Chadli Bendjedid, du gardien des deux Lieux saints et de l'Islam, le Roi Fahd Ibn Abdelaziz et S. M. le Roi Hassan II, s'est attelé à oeuvrer pour que le Liban recouvre son unité, son indépendance et sa souveraineté.

Le cessez-le-feu global et définitif, qui vient d'intervenir, ouvre la voie au dialogue fraternel et permettra le règlement définitif de la crise libanaise dans tous ses aspects. Tel a été l'objectif qui a mobilisé le Comité tripartite qui a multiplié les contacts, exploré toutes les voies et pris contact avec toutes les parties, n'en négligeant ni n'en privilégiant aucune. C'est le voeu de l'Algérie de voir le Liban meurtri surmonter l'épreuve qui l'a frappé et que tous ses fils, dans un sursaut national patriotique, restaurent les institutions du pays et son unité.

M. Ghozali (Algérie)

Mon pays se réjouit de voir que le conflit entre l'Iraq et l'Iran est au nombre de ceux qui ont connu un apaisement certain. L'Algérie formule l'espoir que se poursuive la consolidation du cessez-le-feu en vigueur à l'avantage d'un dialogue retrouvé dans l'intérêt et le respect mutuels. Dans cette perspective, le Secrétaire général de notre organisation a tout notre appui pour la mise en oeuvre de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité.

En Amérique centrale, la réunion de Tela a confirmé la volonté des peuples de la région d'oeuvrer en commun pour la paix et la sécurité régionales. Le processus ainsi engagé, qui implique la contribution active des secrétaires généraux de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains, appelle l'appui de ceux qui ont le pouvoir d'agir en faveur de son aboutissement.

En Afghanistan, c'est le voeu de l'Algérie de voir les Accords de Genève appliqués dans leurs termes, afin que la réconciliation nationale ait le dernier mot et que soient préservés l'indépendance et le non-alignement de ce pays.

L'élimination progressive de la menace nucléaire, objectif assurément vital, ne saurait faire oublier le nécessaire endiguement du sous-développement dont l'ampleur et la profondeur dramatiques peuvent constituer elles aussi et sous une autre forme une menace de conflagration à l'échelle planétaire.

M. Ghozali (Algérie)

Alors que les pays développés ont surmonté leurs difficultés et s'ouvrent à de nouvelles perspectives de surdéveloppement économique et technologique, la dégradation économique continue à produire dans nos pays déjà marginalisés des effets dévastateurs sur les conditions de vie de nos peuples. Le système économique international a, d'une part, perfectionné ses mécanismes de fonctionnement, à l'avantage du développement continu des uns et, d'autre part, maintenu le sous-développement des autres qui se trouvent maintenant dans une situation de bouleversements économique, social et politique. La détérioration incessante des termes de l'échange a déjà aggravé le phénomène paradoxal du transfert net de ressources des pays les plus démunis vers les pays les plus nantis. Il est des plus notoire aujourd'hui que, loin de produire les effets positifs promis, la prospérité économique dans les pays développés génère, au contraire, une nouvelle situation qui se caractérise par la désintégration de certains liens de complémentarité qui auraient constitué une chaîne économique entre le Nord et le Sud.

Faute d'un traitement approprié et opportun, l'endettement des pays du tiers monde atteint désormais un seuil qui ne laisse plus de place à un espoir de croissance. Le poids de la dette épuise toutes les réserves, y compris celles qui sont nécessaires à la vie de tous les jours. Les initiatives envisagées par les pays développés, bien que conçues dans de louables intentions, ont été trop rares et trop tardives.

L'usage des stupéfiants a pris une telle ampleur qu'il suscite de vives inquiétudes quant au devenir même de nombreuses sociétés. Bien que l'usage de la drogue soit essentiellement répandu au sein des sociétés de consommation les plus développées, l'Algérie, en tant que membre de la communauté internationale, et consciente des liens qui nous unissent, se sent directement concernée par la menace du désastre social et écologique inhérent à l'extension du trafic et de l'usage de la drogue.

C'est pourquoi l'Algérie salue l'entreprise courageuse dans laquelle s'est engagée la Colombie et exprime sa sympathie et sa solidarité à l'égard des autres initiatives majeures qui visent à lutter sans merci contre l'usage et le trafic de la drogue.

Mon pays, qui a signé la Convention de Vienne au lendemain de son adoption, réaffirme qu'il est disposé à continuer de contribuer à la lutte contre un phénomène qui, en fin de compte, concerne la communauté internationale tout entière.

M. Ghozali (Algérie)

Animé de foi en un avenir bâti en commun, mon pays est très attaché à l'affermissement du dialogue naissant et à l'extension de ses bienfaits. Dans cette optique, les Nations Unies demeurent donc un instrument efficace pour mettre en oeuvre notre volonté collective. Notre espoir est qu'elles gagnent la confiance unanime en tant que coordonnateur de nos efforts communs et que la présente session soit l'occasion de prendre le meilleur pari sur l'avenir.\*

ALLOCATION DE S. E. MME GRO HARLEM BRUNDTLAND, PREMIER MINISTRE DU ROYAUME DE NORVEGE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre l'allocution du Premier Ministre du Royaume de Norvège, Mme Gro Harlem Brundtland.

Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre du Royaume de Norvège, est escortée à la tribune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue au Premier Ministre du Royaume de Norvège, S. E. Mme Gro Harlem Brundtland et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Mme BRUNDTLAND (Norvège) (interprétation de l'anglais) : C'est un grand plaisir pour moi, Monsieur le Président, de vous féliciter à l'occasion de votre élection en tant que président de cette session de l'Assemblée générale. Je suis persuadée que sous votre présidence nos travaux seront couronnés du succès. Les défis que nous avons à relever ensemble sont considérables. Au seuil de la dernière décennie de ce siècle, nous devons faire des choix et prendre des décisions qui détermineront le cours des progrès de l'humanité jusqu'au coeur du prochain millénaire. La vitesse et l'ampleur sans précédent des changements que nous connaissons maintenant sont les caractéristiques les plus frappantes de notre époque. Nous sommes témoins d'une globalisation rapide.

Les changements entraînent l'incertitude. Mais ils entraînent aussi des possibilités nouvelles. Nous devons saisir ces possibilités. Nous devons convenir d'un ordre du jour global pour gérer ces changements. Si nous n'agissons pas, ou si nous agissons de manière inappropriée, nous risquons de mettre bientôt notre avenir en danger.

---

\* Le Président reprend la présidence.

Mme Brundtland (Norvège)

Nous vivons dans une période de transition. La prise de conscience des conflits entre les activités humaines et les contraintes de l'environnement explose littéralement. Aujourd'hui même, le nombre de pauvres, d'analphabètes ou de chômeurs dans le monde s'accroît. Ce monde limité qu'est le nôtre devra fournir aliments et énergie à une population mondiale qui aura doublé au cours du siècle prochain. Il pourrait avoir à nourrir une économie mondiale de cinq à 10 fois plus importante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cela ne peut se faire qu'en reconduisant les modèles actuels.

Nous avons réalisé certains progrès pour essayer de prévenir la guerre. Toutefois, si la guerre nucléaire reste une menace à long terme pour notre survie, le processus de dégradation écologique représente aujourd'hui un net danger. Nous en faisons quotidiennement l'expérience. Il est de plus en plus manifeste partout. Les peuples du monde entier ne sont pas seulement préoccupés par leur propre avenir et celui de leurs enfants. Ils sont profondément préoccupés par l'avenir de la planète.

Alors que nous approchons du deuxième millénaire, nous devons mettre au point un concept global de sécurité qui englobera la notion d'un développement durable, le besoin de lutter contre le sous-développement, la distribution inégale des richesses, la dégradation de notre environnement et l'épuisement de nos ressources. Nous nous trouvons face à une nouvelle époque qui devra être modelée par les réactions aux défis communs qui unissent l'humanité, plutôt que par les conflits qui ont divisé les nations dans le passé. Les nations ne peuvent plus rechercher la sécurité en se faisant concurrence et au détriment les unes des autres. Elles doivent chercher à coopérer afin de renforcer leur sécurité commune.

Mme Brundtland (Norvège)

Nous sommes les témoins de changements extraordinaires dans les relations Est-Ouest. Les anciennes tensions s'estompent. Comme l'a déclaré, il y a juste deux jours, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, James Baker, les Etats-Unis et l'Union soviétique sont passés de l'affrontement à la coopération par le dialogue, et nous l'avons tous entendu dans la déclaration du Président Bush à l'Assemblée ce matin.

Nous sommes heureux que les Etats-Unis et l'Union soviétique se soient engagés à réduire de moitié leurs arsenaux d'armes nucléaires stratégiques. Nous sommes encouragés par les progrès réalisés durant la récente réunion du Wyoming. Le succès consacrerait le fait que les armes nucléaires ne sont pas la garantie d'une véritable sécurité. Leur accumulation concurrentielle conduit à l'insécurité des nations. Ce message est d'une importance fondamentale dans nos efforts pour enrayer la prolifération des armes nucléaires.

Nous prions instamment les Etats dotés d'armes nucléaires de renforcer davantage ce message en concluant un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. En attendant, nous nous félicitons des progrès réalisés vers la ratification d'un traité de limitation des essais et du traité sur les explosions nucléaires pacifiques. L'interdiction des armes chimiques est une nécessité pressante. Nous nous félicitons donc de l'initiative nouvelle présentée ce matin par le Président des Etats-Unis. J'espère sincèrement que cette nouvelle mesure et l'accord auquel les Etats-Unis et l'Union soviétique sont arrivés ouvriront la voie à une interdiction totale des armes chimiques.

Pour la première fois, les nations de l'Ouest et de l'Est, en Europe, se sont réunies pour traiter du danger de leur affrontement militaire qui a divisé ce continent depuis plus de 40 ans. Une fois encore, c'est la reconnaissance de la communauté d'intérêts qui les y a incitées. Nous voyons maintenant l'occasion de réduire les instabilités et d'empêcher que les dispositifs militaires n'entravent un processus prometteur de changement pacifique. Notre tâche devrait être l'édification d'un ordre politique ouvert, dans l'équité et la coopération, où les nations connaîtront une sécurité égale au niveau le plus bas possible de force militaire. Nous avons l'intention de contribuer activement à ce processus très important de transformation qui façonne maintenant la coopération entre toutes les nations dont dépend la sécurité en Europe.



Mme Brundtland (Norvège)

En abaissant et en écartant les fortifications en Europe, nous ouvrons une ère nouvelle de coopération. Nous devons rechercher des relations économiques étendues sur la base de principes commercialement bons et d'économies ouvertes. Nous devons rechercher une coopération d'ordre pratique et des démarches communes pour la protection de l'environnement. Nous devons étendre la coopération scientifique et technique et élargir nos échanges culturels.

Les pays de l'Europe centrale et orientale se sont engagés dans une voie nouvelle. Dans un processus de réformes et de démocratisation de leurs politiques internes ainsi que de leur attitude face aux problèmes communs. Nous nous félicitons de ces efforts et nous les appuyons. Nous ne pouvons en garantir le succès. Ils doivent édifier leur propre avenir, ils doivent bâtir leur propre société, mais nous leur apporterons de façon tangible et substantielle notre volonté de coopération et notre solidarité avec les peuples d'Europe orientale qui se sont lancés dans une nouvelle quête de la liberté.

Le changement politique reflète et crée de nouvelles aspirations et énergies sociales. La soif de liberté défie l'oppression. Notre attachement à la protection des droits universels de l'homme ne reconnaît aucune frontière. C'est un engagement transnational qui transcende les frontières en Europe et dans le monde entier.

Je me félicite de la déclaration du neuvième Sommet des non-alignés, tenu à Belgrade, qui met l'accent sur les droits de l'homme et les droits de la femme et leur rôle dans le développement. La déclaration est un témoignage de l'appui toujours plus large accordé à ces idéaux. Je fais mienne la déclaration du Secrétaire général dans son rapport :

"Il apparaît, toutefois, de plus en plus clairement qu'aucun gouvernement ne peut espérer échapper à la dénonciation et à la censure de la communauté internationale s'il bafoue les droits de l'homme en essayant de venir à bout de la dissidence politique ou des troubles ethniques." (A/44/1, sect. VII)

Cette année, l'Assemblée générale examinera la Convention sur les droits de l'enfant. La Norvège a participé activement à son élaboration et prie instamment l'Assemblée d'adopter la Convention.

Nous avons constaté des progrès significatifs dans le règlement des conflits régionaux depuis un an. Mon gouvernement exposera sa position sur ces conflits

Mme Brundtland (Norvège)

ultérieurement devant l'Assemblée générale. Un des changements les plus prometteurs a été le renouveau de confiance en les Nations Unies : on considère maintenant leurs activités de maintien de la paix comme une alternative à l'intervention.

La Norvège appuie pleinement les observations du Secrétaire général quant aux conséquences graves des difficultés financières qui entravent les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Je voudrais également souligner la nécessité d'apporter un appui politique plus marqué aux opérations actuelles. Une responsabilité toute particulière revient au Conseil de sécurité qui, dans certains cas, notamment au Sud-Liban, n'a pu faire peser tout le poids de son autorité sur les parties qui défient la volonté de la communauté internationale et empêchent ceux qui sont chargés du maintien de la paix de s'acquitter de leur mandat.

En Namibie, les fondations ont été jetées pour un nouvel Etat indépendant en Afrique. Malgré de nombreuses difficultés, nous croyons que les parties en cause, avec l'assistance des Nations Unies, pourront apporter l'indépendance conformément au calendrier. La Norvège, pour sa part, est prête à contribuer à cet événement historique sur le continent africain.

La communauté internationale doit s'attaquer à la tâche qui consiste à relever les nombreux défis qui menacent notre sécurité commune : la prolifération des armes nucléaires et chimiques ainsi que leurs vecteurs, la pauvreté, le terrorisme, le trafic de stupéfiants. Je voudrais tout particulièrement appeler votre attention sur le problème international très grave qu'est la toxicomanie.

Il n'y a pas de solutions simples. Nous avons besoin d'une vaste stratégie comprenant le contrôle de la production, la réduction de la demande, l'élimination du trafic de drogues, la prévention et le traitement de la toxicomanie. Des ressources sont nécessaires à tous les niveaux : pour aider les pays producteurs à réduire l'exportation de drogues illicites vers les marchés les plus importants, pour contrôler la demande de stupéfiants dans les principaux pays consommateurs, et pour établir une coopération internationale efficace pour faire respecter la loi.

Le trafic illicite de drogues est en fait un problème international. La solution passe par une coopération globale. Nous devons renforcer les Nations Unies en engageant des fonds et en investissant de toute l'autorité voulue les institutions des Nations Unies.

Mme Brundtland (Norvège)

Depuis la publication du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement il y a deux ans, nous avons constaté que le monde se souciait beaucoup plus de l'environnement. Différents facteurs ont contribué à ce changement. Des signes d'une dégradation grave et durable de l'écosystème du fait de la pollution de l'atmosphère, de l'eau et du sol nous parviennent de nombreuses régions du monde. Les hommes de science nous mettent en garde contre les risques d'un réchauffement général global et de changements importants du climat mondial.

Mme Brundtland (Norvège)

Le bouclier d'ozone stratosphérique est peut-être en danger. Les progrès scientifiques et techniques offrent de nouvelles possibilités de modifier la nature, par exemple ceux réalisés en biotechnologie. En même temps, nous sommes en train de perdre la diversité biologique et génétique mondiale à un rythme sans précédent, en raison notamment de la réduction rapide des forêts tropicales humides.

Si nous examinons l'ordre du jour des conférences internationales et des négociations sur les questions écologiques pour les trois prochaines années, nous constatons un niveau d'activités impressionnant. A cette session, nous sommes saisis du rapport du Secrétaire général sur le suivi du rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement. Nous sommes heureux de constater que la plupart des organisations des Nations Unies et de nombreux gouvernements sont en train de donner effet aux recommandations du rapport. Il est encourageant que le sommet économique occidental le plus récent ainsi que l'OCDE, la Banque mondiale et autres organismes demandent que les préoccupations écologiques soient intégrées dans la prise de décisions économiques quotidiennes. De même, les pays non alignés ont demandé l'adoption d'urgence de mesures de coopération afin d'assurer un développement durable et écologiquement sain.

Le principe clef du processus est la durabilité; il faut aussi reconnaître et admettre clairement que le développement économique n'a pas, jusqu'à présent, été durable. Nous avons besoin d'un ordre du jour vert. Nous avons besoin d'une croissance qui respecte les limites fixées par la nature. Mais la croissance ne devrait pas être limitée. Soulager la pauvreté n'est pas en concurrence avec un développement durable. Des investissements écologiquement sains sont indispensables pour soutenir le développement. Les pays industrialisés ont la responsabilité toute particulière d'assurer la croissance de l'économie mondiale et d'ouvrir les marchés aux exportations des pays en développement. Les pays en développement ont déclaré qu'ils étaient prêts à procéder aux réformes de politique indispensables. Je crois qu'ils devraient poursuivre et renforcer ces efforts. Pour réussir, cependant, ils ont besoin de l'appui de la communauté internationale.

Depuis trop longtemps, le fardeau épuisant de la dette entrave la croissance et le développement dans les pays du tiers monde. Il est vital maintenant de réduire le fardeau de la dette à des niveaux acceptables. C'est pourquoi nous

Mme Brundtland (Norvège)

appuyons l'idée que la réduction de la dette doit passer au premier plan. La communauté internationale reconnaît maintenant la nécessité de réduire le fardeau de la dette. Cependant, notre stratégie ne connaîtra le succès que si elle est pleinement appliquée. Il est essentiel que les banques commerciales soient prêtes à jouer leur rôle. Nous sommes préoccupés par les rapports selon lesquels les banques ne mettent pas de nouveaux capitaux à la disposition des pays en développement et ne respectent donc pas leurs responsabilités aux termes du plan Brady.

Nous devons nous mettre d'accord sur des mesures de nature à relancer le développement des pays criblés de dettes. Il faut intensifier les transferts financiers vers les pays en développement. La croissance du volume de l'assistance a connu une stagnation déplorable. La cible fixée par les Nations Unies de 0,7 % du PNB à consacrer à l'aide officielle au développement est loin d'être atteinte. De nombreux pays pourraient et devraient en faire beaucoup plus. Je ne cacherai pas que la Norvège, qui a consacré environ 1 % de son PNB à l'assistance officielle au développement des pays en développement, est déçue de voir que pour l'OCDE la moyenne est tombée au maigre taux de 0,34 %.

Mais l'assistance à elle seule ne suffira pas. L'importance de recettes à l'exportation plus élevées pour les économies des pays en développement doit être soulignée vigoureusement. Les tendances protectionnistes doivent cesser.

La question de l'énergie est intimement liée aussi bien à la croissance économique qu'à la protection de l'environnement. Un dialogue sur l'énergie a fait défaut dans le passé. Nous avons ressenti dans l'économie mondiale les ondes de choc causées par les fluctuations énormes des prix du pétrole. La Norvège estime qu'il convient d'entamer un nouveau dialogue sur les questions relatives à l'énergie, qui abordera également les questions liées à l'environnement.

L'action régionale est un élément central des processus de suivi de la Commission mondiale. Les Ministres africains de l'économie, de la planification et de l'environnement se sont réunis en juin à Kampala pour fixer les priorités d'action en vue d'appliquer les recommandations du rapport. Dans la Déclaration de Kampala, ils déclarent franchement qu'un développement économique qui n'est pas durable ne doit plus être appelé développement. Nous espérons une action similaire de la part des conférences prévues en 1990 pour l'Asie et le Pacifique ainsi que pour l'Amérique latine.

Mme Brundtland (Norvège)

Ce sont les pays industrialisés qui portent la responsabilité de l'accumulation de la pollution et de l'épuisement des ressources. En mai prochain, les pays d'Europe et d'Amérique du Nord se réuniront à Bergen, Norvège, pour participer à une réunion régionale consacrée à "Notre avenir commun" dans la région de la CEE. Nous espérons que la conférence adoptera une déclaration ministérielle ferme, qui reflétera le désir et la volonté politique des gouvernements de la CEE d'énoncer de nouveaux objectifs nationaux et régionaux en vue d'une action concrète.

L'année prochaine, la deuxième Conférence mondiale sur le climat se réunira à Genève. De plus en plus, le spectre de modification du climat à l'échelle mondiale apparaît de plus en plus comme le problème de l'environnement le plus alarmant auquel nous devons faire face. Les variations anormales du climat que nous avons pu observer au cours des années 80, les souffrances humaines, les dommages énormes causés par les inondations, la sécheresse ou les ouragans au cours des quelques dernières années, soulignent bien qu'il est nécessaire de passer à l'action.

La Déclaration de La Haye, en mars dernier, demandait l'adoption de nouveaux principes de grande envergure dans le domaine de la coopération internationale afin de protéger l'atmosphère. Quelque 40 pays ont maintenant signé la Déclaration de La Haye et de nombreux autres ont manifesté leur appui. La Déclaration souligne le besoin d'une nouvelle autorité institutionnelle, soit en renforçant les organisations qui existent ou en créant de nouvelles institutions, mais dans le cadre des Nations Unies, elle demande également la mise au point de normes et objectifs ainsi que de procédures de règlement des différends qui soient contraignants pour les parties intéressées. La création de nouveaux mécanismes permettant de garantir des ressources financières supplémentaires est une question prioritaire. Un tel dédommagement financier permettrait aux pays pauvres d'ajuster leur économie avec plus de succès, en les rapprochant ainsi d'un mode de développement durable.

Le Gouvernement de la Norvège a proposé de créer un fonds international pour le climat, auquel les pays industrialisés verseraient des contributions représentant 0,1 % de leur PNB.

Les activités du Groupe intergouvernemental d'experts de l'évolution du climat, sous la direction du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), revêtent une importance vitale pour l'élaboration de stratégies qui nous permettront de lutter contre le

Mme Brundtland (Norvège)

réchauffement du climat mondial. Le rapport du Groupe d'experts, qui sera présenté en septembre de l'année prochaine, sera la base de la préparation d'une convention mondiale sur le climat. Je vous demande d'appuyer pleinement les travaux en cours du Groupe de l'évolution du climat.

Mme Brundtland (Norvège)

Il est encourageant de voir que les pays en développement sont de plus en plus nombreux à prendre part à ce processus. Il n'existe pas de concurrence ou de conflit entre l'initiative de La Haye et le processus de l'IPCC. Au contraire, la Déclaration de La Haye vise à renforcer et à compléter les processus en cours sur le plan international afin de préserver le climat mondial.

Tant le processus de suivi du rapport que la recherche et les négociations intenses en cours sur le climat sont orientés vers la conférence de 1992 sur l'environnement et le développement. La quarante-quatrième session de l'Assemblée générale prendra des décisions importantes quant au processus préparatoire de la conférence de 1992. Nous notons que le Sommet des Non-Alignés réuni à Belgrade a appuyé la candidature du Brésil qui souhaite accueillir la conférence. Nul doute que c'est un bon choix et nous lui donnons notre appui. Voilà qui souligne l'idée que la conférence devrait étudier la relation vitale entre environnement et développement.

Qu'il me soit permis de dire brièvement ce que nous pensons devoir être nos objectifs en préparant la conférence de 1992.

Premièrement, la conférence de 1992 doit se fonder sur la notion d'un développement soutenu. Nous ne réussissons pas à régler les problèmes globaux d'environnement auxquels nous sommes confrontés sans les lier directement à un processus élargi de développement économique et social.

Deuxièmement, et pour toutes ces raisons, le processus préparatoire devrait examiner le besoin de ressources financières additionnelles. Pour éliminer la pollution qui s'est accumulée et inverser l'actuel processus de dégradation écologique, nous allons devoir entreprendre des activités qui, de toute évidence, seront onéreuses. Mais ne rien faire ou faire trop peu coûterait plus cher encore. Les pays en développement auront besoin d'une assistance accrue afin qu'ils évitent les erreurs commises encore et encore par les pays industrialisés du monde. Je me félicite de la proposition que le Premier Ministre Gandhi a faite à Belgrade lors de la dernière Réunion au sommet des Non-Alignés. Celle-ci vise la création du Fonds pour la protection de la planète. Plusieurs autres mécanismes financiers pourraient également être envisagés, comme un système de "taxe à la consommation" des ressources non renouvelables et une redevance d'utilisateur en cas d'émissions nocives. Nous devons être prêts à appliquer ces règles et ces principes aussi bien au niveau national qu'au niveau international.



Mme Brundtland (Norvège)

Troisièmement, nous devrions convenir d'un calendrier de négociation d'une convention sur le climat mondial susceptible d'être ratifiée pendant la conférence de 1992, si possible.

Quatrièmement, nous devrions redoubler d'efforts pour renforcer nos institutions. Et là, encore une fois, j'accorde une importance particulière à la mise au point des instruments efficaces qui nous permettront de relever les défis du climat mondial. Nous pourrions peut-être le faire en créant un mécanisme de contrôle rigoureux pour la convention à venir sur le climat.

On a dit des années 80 qu'elles étaient la décennie perdue du développement. C'est vrai, même s'il y a des exceptions notables. En même temps, nous avons traversé une crise du multilatéralisme, les nations s'éloignant des institutions internationales au moment où nous avons tant besoin d'action concertée. La vision globale a cédé le pas aux perspectives fragmentées et aux initiatives unilatérales.

Mais nous avons également assisté à une globalisation sans précédent de l'économie. La révolution de l'information, de la biotechnique et d'autres techniques, la libéralisation des marchés de capitaux et, partant, l'intégration des mouvements commerciaux et financiers, n'en sont que quelques exemples. Les gouvernements courent le risque de perdre le contrôle. Les gouvernements nationaux sont de moins en moins en mesure de faire face à une situation d'interdépendance globale et nos institutions internationales n'ont toujours pas été dotées de l'autorité ou des ressources suffisantes pour affronter cette nouvelle génération de problèmes. Nous devons faire face à une réalité caractérisée par une économie globale en déséquilibre, une économie fragmentée et néanmoins interdépendante.

Nous appuyons l'idée de convoquer, sous l'égide des Nations Unies, un sommet Nord-Sud afin d'arriver à un système plus équitable et plus efficace de coordination et de coopération entre les pays industrialisés et les pays en développement en associant les tâches économiques et écologiques d'importance mondiale.

Le moment est venu de revenir au multilatéralisme et à la recherche de solutions globales. Adoptons des démarches originales. Je suis d'avis que nous entrons dans une période où nous devons accorder la même priorité aux nouvelles menaces à notre sécurité qu'aux questions traditionnelles de guerre et de paix. Les pères fondateurs de l'Organisation estimaient qu'il nous fallait une institution forte pour faire face aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales.

Mme Brundtland (Norvège)

Il me paraît nécessaire d'envisager certains aspects de la supranationalité au niveau global. J'en veux pour preuves les défis posés à l'environnement. Dans le domaine de la coopération régionale, les nations apprennent peu à peu à accepter des décisions majoritaires qui, parfois, semblent contrevenir aux intérêts nationaux au sens étroit du terme. La perspective à long terme doit également l'emporter au niveau de la coopération globale.

La communauté internationale redécouvre les Nations Unies; elle comprend combien l'Organisation est indispensable et combien elle peut être utile, à condition que les nations la dotent des moyens nécessaires pour fonctionner correctement. Pour adopter un ordre du jour global, indispensable si l'on veut faire face aux réformes nécessaires, nous avons besoin d'une Organisation forte.

La gestion collective de l'interdépendance globale n'est pas un slogan vide de sens. Il s'agit tout simplement de la seule formule acceptable si nous voulons entamer avec succès cette dernière décennie du millénaire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier Ministre du Royaume de Norvège de l'importante déclaration qu'elle vient de prononcer.

Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre du Royaume de Norvège, est escortée de la tribune.

M. ELLEMANN-JENSEN (Danemark) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je vous félicite de votre élection à la présidence de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale. Votre vaste expérience et vos talents de diplomate nous seront sans aucun doute très précieux dans les efforts que nous faisons pour mener à bien cette session. Je tiens également à remercier le président sortant pour la façon dont il a conduit les travaux de l'année dernière\*.

Le monde d'aujourd'hui est meilleur que l'an dernier, et il évolue rapidement. De nouveaux défis semblent apparaître chaque jour et les anciens acquièrent de nouvelles dimensions. Certains conflits continuent de s'envenimer, mais d'autres, heureusement, sont sur le point d'être résolus pacifiquement. De façon générale, nous pouvons donc envisager l'avenir avec optimisme, quoique sans complaisance. Il reste encore beaucoup à faire, et nous comptons de plus sur l'aide des Nations Unies.

C'est dans ce contexte que la présente session de l'Assemblée générale devra aborder un certain nombre de questions internationales urgentes, y compris les conflits régionaux qui restent encore sans solution, le défi écologique, la promotion des droits de l'homme, le problème de la dette, les stupéfiants et le terrorisme.

Prenant la parole devant l'Assemblée générale, je suis particulièrement heureux de noter que la tendance positive vers le multilatéralisme se poursuit. Un nombre croissant d'Etats Membres ont recours au mécanisme des Nations Unies pour essayer de résoudre les conflits régionaux et internationaux.

En Afrique australe, les Nations Unies jouent un rôle crucial dans la transition tant attendue de la Namibie vers l'indépendance. En Amérique centrale, les Nations Unies assument des tâches toujours plus importantes. Dans d'autres zones de conflit, telles que Chypre, l'Iran-Iraq et le Sahara occidental, les Nations Unies poursuivent régulièrement leurs efforts en vue de parvenir à des solutions pacifiques.

Nous nous réjouissons du fait que de plus en plus d'Etats Membres prennent conscience de la nécessité urgente qui existe pour l'Organisation de s'acquitter du rôle qu'avait prévu pour elle ses fondateurs dans la Charte.

---

\* M. Hurst (Antigua-et-Barbuda), Vice-Président, assume la présidence.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Le plein respect du principe de l'universalité est une condition préalable importante si nous voulons que les Nations Unies puissent jouer ce rôle. Mais il importe également d'améliorer l'application pratique du mécanisme des Nations Unies et en particulier de mieux utiliser les opérations de maintien de la paix. Le Danemark reste un ferme partisan des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, comme le prouve sa participation à la plupart d'entre elles. Tout récemment, le Danemark a mis un contingent à la disposition du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition en Namibie (GANUPT).

Il est regrettable toutefois que les problèmes relatifs au financement des activités de maintien de la paix - notamment les forces des Nations Unies à Chypre et au Liban - n'aient pas encore été résolus. Les Etats Membres doivent reconnaître leur responsabilité collective à l'égard du financement de ce travail essentiel et faire preuve de la volonté politique nécessaire pour honorer leurs obligations.

Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies doivent se dérouler avec efficacité et souplesse. Elles doivent être temporaires et appuyer les efforts politiques qui sont faits pour parvenir à une solution pacifique finale au conflit en question. Elles ne doivent pas devenir le gardien d'un statu quo politique inacceptable. Le Danemark évaluera sa contribution - actuelle et future - aux opérations de maintien de la paix sur la base de ces éléments : le financement et l'efficacité.

Toutefois, il convient également de trouver une solution aux problèmes financiers des Nations Unies en général. Les Nations Unies ne pourront jouer un rôle important et efficace et relever les défis mondiaux des années 1990 que dans la mesure où les problèmes financiers de l'Organisation seront résolus. Il est encourageant que la situation financière se soit améliorée cette année. Mais une solution durable exige que tous les Etats Membres s'acquittent promptement et en totalité de leurs obligations.

Un examen de la situation internationale montre que beaucoup a été accompli dans les relations entre l'Est et l'Ouest au cours des dernières années. Nous avons vu les réunions de haut niveau entre les Etats-Unis et l'Union soviétique se poursuivre et le dialogue sur la division Est-Ouest s'intensifier de façon générale. Et, plus important encore, cette évolution positive semble acquérir un élan qui lui est propre. J'ose espérer que maintenant que nous avons pris les premières mesures, qui sont les plus difficiles, nous pourrons encore accomplir davantage.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Nous suivons de près les efforts de changement encourageants qui sont faits en Union soviétique, en Pologne et en Hongrie. Les réformes en cours dans ces pays augmentent les possibilités d'une collaboration internationale accrue dans tous les domaines : dans les instances multilatérales et dans le cadre des contacts bilatéraux.

Le Danemark se félicite sincèrement de cette évolution. Nous sommes prêts à faire notre part, à l'échelle nationale et en coopération avec d'autres pays occidentaux, pour appuyer et continuer d'encourager le processus de réforme. Cela se fera à l'aide d'un dialogue politique plus étendu et d'une expansion importante de la coopération économique et commerciale.

Nous sommes confrontés à une évolution historique. Nous devons tous saisir cette occasion pour essayer d'apporter des changements positifs, qui soient bénéfiques aux individus et à la situation générale en Europe.

Dans ce contexte, je voudrais mentionner tout particulièrement un événement : l'heureuse conclusion de la réunion du suivi de la CSCE à Vienne. Son document final fournit une base pour les mesures importantes à prendre dans les domaines en question. L'un des résultats les plus importants de la réunion de Vienne est la place préminente qu'occupe maintenant la dimension humaine dans le processus de la CSCE.

Je suis convaincu que la décision de convoquer une conférence sur cet aspect important se révélera sage. La conférence a eu un début prometteur à Paris cet été, et j'espère vivement que la réunion qui aura lieu à Copenhague l'année prochaine permettra de réaliser d'autres progrès dans les relations Est-Ouest.

L'évolution récente dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement est également tout à fait prometteuse. Les perspectives de progrès véritable semblent plus réelles que jamais. Les négociations sur les forces classiques à Vienne ont bien démarré. Sans sous-estimer les problèmes qui restent encore à résoudre, nous restons optimistes et pensons qu'un accord sur les forces armées classiques en Europe pourra être mis au point dans le proche avenir.

Le désarmement n'est toutefois pas la prérogative des superpuissances - ni celle des pays européens. Le désarmement et l'instauration d'une plus grande confiance et d'une sécurité accrue sont nécessaires dans toutes les régions du monde. Tous les Etats Membres partagent cette responsabilité.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Les Nations Unies peuvent jouer un rôle très important dans la promotion du désarmement dans le monde entier. Toutefois si nous souhaitons que l'Organisation joue ce rôle, les Etats Membres doivent agir en conséquence.

L'année prochaine, la quatrième conférence d'examen du Traité de non-prolifération aura lieu. L'existence d'un système solide de non-prolifération a contribué au maintien de la paix et de la sécurité internationales au cours des 20 dernières années et a servi tous les pays - y compris ceux qui n'ont pas encore adhéré au TNP. Le temps est venu pour ces pays de reconnaître leur responsabilité et d'adhérer au Traité.

Les négociations qui ont eu lieu au cours des dernières années sur les armes chimiques ont laissé espérer qu'un accord sur une interdiction globale serait bientôt conclu. Toutes les parties doivent participer de bonne foi et de façon constructive à ces négociations. Nous ne devons pas nous perdre dans des détails techniques mais continuer à garder présent à l'esprit l'objectif politique d'une interdiction globale.

Et maintenant je voudrais parler brièvement de certains conflits régionaux.

Au Moyen-Orient, la politique plus constructive de l'OLP, qui a été présentée à la session de l'année dernière de l'Assemblée générale, a donné un nouvel élan au processus de paix. Cependant, le climat de violence et de méfiance mutuelle destructrice qui continue de régner représente toujours un grave obstacle à l'instauration de la sécurité pour tous les Etats et de la justice pour tous les peuples de la région.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

La situation tragique qui règne dans les territoires occupés montre clairement la nécessité, pour toutes les parties, de faire preuve de la plus grande modération. Le renforcement de la confiance est un processus lent et parfois douloureux, mais cependant nécessaire, qui exige des efforts intensifs et du courage.

Des mesures concrètes doivent également être prises pour faire démarrer le processus de paix. La tenue d'élections dans les territoires occupés par Israël - tel que cela a été proposé - pourrait faire progresser le processus de paix à condition que les élections aient lieu dans des conditions et soient assorties de garanties acceptables pour les Palestiniens.

Les mesures de répression prises par les autorités d'occupation en violation du droit international doivent cesser. Cela n'aurait pas seulement pour effet d'alléger un grave problème humanitaire mais également de diminuer la méfiance.

La situation tragique qui existe au Liban s'est encore aggravée récemment, au-delà des prévisions les plus pessimistes. Nous avons tous la responsabilité de faire tout notre possible pour contribuer à la réalisation de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Liban. Mais la tâche la plus urgente est de parvenir à un arrêt des hostilités de façon stable et durable et de répondre aux besoins fondamentaux du peuple libanais pour des raisons humanitaires et de façon impartiale. Nous louons et appuyons les efforts déployés par la Ligue arabe dans ce sens.

Le Danemark regrette profondément que la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge n'ait pas permis de parvenir à un accord sur un règlement durable. Nous espérons que toutes les parties feront preuve de modération, et nous demandons instamment que tous les moyens soient mis en oeuvre pour permettre à la population du Cambodge d'exercer son droit à l'autodétermination et pour rétablir le Cambodge en tant qu'Etat indépendant, souverain, neutre et non aligné.

En ce qui concerne l'Afrique australe, nous sommes très encouragés par les progrès réalisés sur la voie de l'indépendance en Namibie au moyen d'élections libres et démocratiques.

Cette évolution historique n'est pas due uniquement aux efforts tenaces et dévoués du Secrétaire général et de son représentant spécial mais également à la présence en Namibie du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT).

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Le Gouvernement danois espère fermement que les élections conduiront à la création d'institutions démocratiques en Namibie, conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Nous nous réjouissons à la perspective d'accueillir parmi nous l'an prochain une Namibie libre et indépendante en tant que membre de la communauté internationale.

Contrastant violemment avec l'évolution intervenue en Namibie, le système odieux de l'apartheid en Afrique du Sud se perpétue sans changement significatif. De nombreux Sud-Africains continuent d'être emprisonnés pour leurs convictions et leurs activités politiques. L'état d'urgence a, encore une fois, été prolongé cet été, et le régime sud-africain persiste dans ses violations flagrantes des droits de l'homme fondamentaux.

Aujourd'hui, plus que jamais peut-être, la nécessité d'un dialogue national entre tous les groupes en présence en Afrique du Sud se fait cruellement sentir.

Les élections du 6 septembre ayant eu lieu, nous attendons du nouveau Président qu'il opère les changements fondamentaux si urgents et nécessaires. L'apartheid doit être démantelé. Nous prions instamment le nouveau Président de faire preuve de sagesse et de courage et de comprendre que seule l'abolition totale de l'apartheid permettra de répondre aux aspirations de la majorité.

Tant que cet objectif n'aura pas été atteint, la communauté mondiale doit continuer de faire pression sur le Gouvernement sud-africain, y compris par des sanctions économiques.

Les problèmes de l'environnement global sont parmi les défis les plus pressants auxquels l'humanité fait face actuellement. La recherche d'une réponse appropriée aux problèmes de l'environnement est d'importance capitale pour le développement et la survie de l'humanité. Notre planète ne doit pas être considérée comme l'héritage de générations précédentes mais plutôt comme un trésor qui nous a été confié au profit des générations futures.

Les scientifiques ont démontré clairement et de manière convaincante les dangers que la diminution de la couche d'ozone, l'effet de serre et d'autres formes de dégradation de l'environnement - y compris la déforestation et la désertification - font peser sur notre environnement.

Le Sommet économique mondial tenu en juillet 1989 a lancé un appel en faveur d'une action ferme et concertée pour s'attaquer aux problèmes de l'environnement et de l'adoption, à l'échelle mondiale, de politiques fondées sur un développement soutenu. Il a par ailleurs été déclaré que la protection de l'environnement



M. Ellemann-Jensen (Danemark)

fait partie intégrante de questions telles que le commerce, le développement, l'énergie, les transports, l'agriculture et la planification économique.

Les questions relatives à l'environnement deviendront partie intégrante du processus de prise de décisions économiques aux échelons tant national qu'international.

Plusieurs des processus en cours seront intégrés dans les travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992. Il est impérieux que la Conférence définisse les causes de la dégradation de l'environnement et du sous-développement et convienne des mesures concrètes à prendre pour s'attaquer aux principales questions écologiques.

Les gouvernements participants doivent s'engager politiquement à agir individuellement et collectivement si l'on veut restaurer l'environnement global. Le transfert de techniques adéquates et de ressources financières supplémentaires au profit des pays en développement les plus pauvres est essentiel si l'on veut que ces pays participent activement à cet effort global.

Répondant aux recommandations contenues dans la Perspective de l'environnement et le Rapport Brundtland, le Danemark a adopté un plan d'action national global et un plan d'action spécifique pour la coopération au développement.

Pour relever le défi écologique, nous ne devons pas perdre de vue les autres problèmes fondamentaux qui assaillent notamment les pays en développement, et dont le problème de la dette est le plus important.

Durant l'année écoulée, de nouvelles mesures ont été prises pour tenter de résoudre ce problème. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale sont d'accord pour une réduction de la dette privée et du service de la dette des pays à revenu moyen fortement endettés. Ces décisions représentent une évolution importante et bienvenue.

Cependant, le succès de ces dispositions dépend dans une grande mesure de la volonté des banques commerciales d'accepter d'importantes réductions de la dette et, dans de nombreux cas, de consentir également de nouveaux prêts. Nous espérons que les banques réagiront de manière positive. Ce serait dans leur intérêt aussi bien que dans l'intérêt des pays en développement endettés.

On reconnaît généralement que les pays à faible revenu gravement endettés doivent se voir accorder des conditions de faveur pour pouvoir s'acquitter de leur

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

dette. Nous nous réjouissons de l'application, par le Club de Paris, d'un rééchelonnement de la dette aux conditions de faveur convenues lors de la Réunion au sommet de Toronto.

Nous nous félicitons également de la décision de plusieurs pays créanciers, y compris les deux plus importants, d'annuler la dette publique des pays de l'Afrique sub-saharienne à faible revenu. Cette décision complète de façon importante les mesures prises précédemment par d'autres pays donateurs. Néanmoins, nous demandons instamment à tous les pays donateurs de se joindre à nous et d'annuler la dette publique de tous les pays les moins développés, conformément à la résolution 165 S-IX de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Enfin, nous notons avec satisfaction la décision de la Banque mondiale d'allouer 100 millions de dollars des Etats-Unis de son revenu net à l'appui des efforts de réduction de la dette menés dans les pays qui bénéficient uniquement de l'aide internationale au développement.

Ces dispositions représentent un complément utile aux mesures destinées à aider les pays en développement à gérer le fardeau de leur dette. Mais ces dispositions ne seront efficaces que si les pays endettés continuent d'opérer des réformes structurelles destinées à rendre leurs économies plus efficaces, à recouvrer leur solvabilité et à attirer l'investissement étranger.

Le règlement du problème de la dette est important, mais un accroissement d'une aide de bonne qualité est extrêmement nécessaire également. Le Danemark, de concert avec les autres pays nordiques, a récemment demandé instamment aux autres pays donateurs de prendre certaines mesures pratiques pour atteindre le plus rapidement possible l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations Unies - objectif que le Danemark a déjà atteint il y a sept ans tout en espérant atteindre l'objectif de 1 % en 1992.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

La promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans discrimination continue d'être l'une des obligations premières des Nations Unies. Au cours des années, l'Organisation des Nations Unies a élaboré un nombre considérable de conventions sur les droits de l'homme. Notre tâche principale aujourd'hui est d'assurer leur pleine application. Tous les pays sont obligés de respecter les droits de l'homme inconditionnellement, conformément à la Charte et aux conventions auxquelles ils ont adhéré librement. Les droits de l'homme sont par nature universels. Ils ne doivent pas se voir accorder un sens différent, voire une interprétation différente dans diverses régions du monde. La société mondiale a le droit - et même le devoir - de considérer l'individu et le respect de ses droits comme une préoccupation pertinente.

Les droits de l'homme occupent une place naturelle et centrale également dans la coopération pour le développement. Les possibilités dont dispose chaque individu, homme ou femme, de définir sa propre situation doivent être prises en compte. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons espérer un processus de développement vraiment soutenu et humain.

Mon gouvernement croit sincèrement que la promotion du processus de démocratisation devrait être pleinement intégrée aux stratégies de développement pour les années à venir. J'ai le ferme espoir que les agences internationales d'assistance au développement prêteront aussi dûment attention aux questions des droits de l'homme.

Cette année, nous avons constaté une grave escalade dans le trafic illicite de drogues. Les trafiquants de stupéfiants ont recours à des méthodes toujours plus sophistiquées, ne laissant d'autre choix aux Etats et à la communauté internationale que de lutter contre ce fléau. Le dispositif permettant de s'attaquer à ce problème mondial est à notre portée. La réaction de la communauté internationale doit être ferme et coordonnée afin de donner à nos adversaires la certitude qu'ils seront arrêtés, poursuivis en justice, châtiés et, si nécessaire, extradés vers un Etat où les poursuites auront lieu. Il ne doit y avoir aucun refuge sûr pour les terroristes de la drogue.

Tous les mois, la communauté internationale continue de recevoir des rapports sur de nouveaux incidents terroristes. Mon gouvernement engage vivement l'Assemblée à faire front uni dans sa condamnation de ces actes criminels, où qu'ils aient lieu et quel que soit leur auteur, et à encourager une coopération internationale accrue à tous les niveaux dans ce domaine.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Il n'est pas toujours facile de reconnaître l'importance des événements internationaux au fur et à mesure qu'ils se produisent. De nombreux facteurs entrent en jeu et souvent, le résultat de leur interaction ne se fait sentir que des années plus tard. Mais aujourd'hui, je pense que nombreux sont ceux qui seraient d'accord pour dire que nous entrons dans une ère nouvelle sur le plan de la politique internationale. Les habitants de nombreuses régions du monde ont de plus en plus conscience de leurs droits démocratiques et de nombreux gouvernements introduisent des réformes nationales pour satisfaire la demande populaire. Les gouvernements et les individus sont de plus en plus conscients de l'interdépendance de la communauté des nations et donc de la nécessité de trouver des solutions communes à nos problèmes mondiaux communs.

Je ne dis pas que l'avenir est sans danger. Des conflits régionaux - comme ceux du Moyen-Orient et de l'Afrique australe - menacent non seulement les peuples de ces régions mais nous tous. Mais, il faut prendre en compte la tendance générale au changement positif pour s'attaquer aux problèmes dont nous sommes saisis. Nous devons intensifier nos efforts pour résoudre les différents conflits régionaux graves. Nous devons encourager la tendance à la démocratie dans de nombreuses régions du monde et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Nous ne devons épargner aucun effort pour résoudre les problèmes économiques des pays en développement. Nous devons réunir nos ressources pour éliminer la pauvreté et l'analphabétisme. Nous devons accélérer le processus de désarmement non seulement en Europe mais dans toutes les régions du monde. Nous devons lutter contre les fléaux du terrorisme et de la drogue. Nous devons agir rapidement, avant qu'il ne soit trop tard, afin de préserver notre environnement pour les générations futures. Nous devons faire tout ceci, et encore bien davantage.

Lorsque je constate les nombreux événements positifs qui se sont produits depuis que j'ai parlé du haut de cette tribune l'an dernier, je suis très optimiste quant à nos possibilités de progrès. Mais nous devons agir ensemble et maintenant.

M. JAMEEL (Maldives) (interprétation de l'anglais) : Les membres de ma délégation et moi-même avons le grand plaisir de féliciter sincèrement l'Ambassadeur Garba de son élection à la présidence de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale. Son élection à ce poste élevé est un hommage bien mérité rendu à ses qualités et à son expérience personnelles. Je suis absolument convaincu que sous sa direction sage et avisée, l'Assemblée consolidera les acquis obtenus au cours de l'année écoulée.

Ma délégation s'associe aux précédents orateurs en exprimant sa reconnaissance à son prédécesseur, S. E. M. Dante Caputo, pour les efforts dévoués qu'il a déployés et pour la façon exemplaire dont il s'est acquitté de ses fonctions de président de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale.

Tout comme elle l'a fait dans le passé, ma délégation tient à exprimer sa satisfaction et sa reconnaissance au Secrétaire général des Nations Unies pour les efforts constants et inlassables qu'il consacre à la cause de la paix et de l'harmonie internationales. Nous lui rendons hommage pour les efforts qu'il déploie sans trêve pour réunir les conditions propices à la réalisation des nobles principes incarnés dans la Charte des Nations Unies. Nous le louons et le félicitons pour les succès que l'Organisation a enregistrés ces dernières années. En particulier, nous le félicitons d'avoir suscité un renouveau de foi et un regain de confiance en l'Organisation et en sa capacité de jouer un rôle catalyseur dans le règlement pacifique des différends.

Aujourd'hui, nous sommes à un carrefour important. Les dernières années ont été caractérisées par une évolution positive et opportune de l'atmosphère politique internationale. La tendance à l'affrontement qui marquait les relations entre les superpuissances il n'y a pas si longtemps continue de montrer des signes d'apaisement. En même temps, un certain nombre de conflits régionaux et sous-régionaux ont considérablement progressé sur la voie du règlement. Et il y a des raisons d'espérer que bien d'autres conflits anciens trouveront aussi leur solution. Bien que l'on puisse arguer que la situation actuelle reste précaire, nous ne pouvons ignorer les progrès réalisés et nous nous devons de les apprécier à leur juste valeur.

M. Jameel (Maldives)

L'évolution de la situation en Afrique australe et plus particulièrement en Namibie pour ce qui est de la mise en oeuvre du plan d'indépendance des Nations Unies est un signal d'espoir dont nous pouvons nous féliciter, mais à ces espoirs continuent de se mêler de sombres rappels du caractère précaire de la réconciliation politique globale. Il reste encore bon nombre de problèmes à régler parmi lesquels des conflits tels que celui du Moyen-Orient qui continue de couver sous la cendre.

Voilà pourquoi nous nous trouvons à un carrefour important. Nous pensons qu'il y a assez de bonne volonté pour déclencher un processus d'évolution nous rapprochant de la paix et de la stabilité. Nous voyons des signes qui prouvent bien que l'intelligence humaine a suffisamment de ressources pour concevoir des idées qui assureront notre survie. De nouvelles notions de paix et de sécurité semblent être acceptées mais en même temps nous continuons de vivre à l'ombre menaçante des engins nucléaires. La prolifération des armes nucléaires, aussi bien horizontale que verticale, est un rappel tragique des difficultés et des obstacles qui continuent de séparer l'humanité d'une paix durable.

Sur le plan économique les choix à faire ne sont pas faciles. Au cours des années 80, nous avons assisté à une croissance sans précédent des pays industrialisés, alors que la situation dans le Sud, en particulier dans les pays les moins avancés, continue de se détériorer. Les profits des échanges continuent d'être hors de proportion. Les prix des produits de base n'ont pas regagné leur valeur en termes réels. Les courants d'assistance continuent d'être insuffisants. Le fardeau de la dette supporté par de nombreux pays du tiers monde étouffe la croissance économique et les efforts de développement, causant ainsi une instabilité politique. Le lien entre le développement économique et l'environnement vient d'être reconnu et il est encourageant de noter la grande importance que le Sommet du Groupe des Sept réuni à Paris en juillet dernier a accordé aux questions de l'environnement. A cet égard, il est particulièrement intéressant de constater que l'on comprend et que l'on accepte le fait que certaines techniques ont un effet délétère sur l'environnement. Reste à savoir comment il est possible de remplacer ces techniques grâce à un programme global de coopération.

Aucun fait, aucun objet ne caractérise mieux à l'heure actuelle notre civilisation que l'existence d'importants arsenaux nucléaires. Nous avons la capacité horrible de détruire notre planète plusieurs fois soit par accident soit

M. Jameel (Maldives)

sciemment. Les armes nucléaires continuent d'instiller la peur, d'engendrer la méfiance et l'insécurité. Elles ont une tendance remarquable à faire se concrétiser les relations hostiles. Elles aggravent le dilemme de sécurité des Etats et perpétuent un comportement conflictuel, ce qui nourrit la course aux armements et nous assistons à l'essor des budgets militaires alors que les dépenses à l'assistance ont tendance à baisser.

La Conférence des Nations Unies sur les liens entre le désarmement et le développement a servi de rappel opportun du coût des armements, aussi bien nucléaires que classiques. Toutefois, le coût de l'armement nucléaire ne se fait pas ressentir seulement dans le développement. Le climat politique international et la perception qu'ont les Etats de leur sécurité, ainsi que l'environnement, représentent des sacrifices actuels et potentiels consentis aux armes nucléaires. Qui plus est, le potentiel de prolifération horizontale des questions relatives aux armes nucléaires, doit nous servir d'avertissement sobre et sinistre puisque les rivalités régionales risquent d'éclater plus facilement encore et puisque nous nous rapprochons encore plus d'un éventuel cataclysme.

C'est à cause de ces objections très fermes aux armes nucléaires, à leur prolifération et à leur déploiement, que nous avons toujours appuyé fermement les appels des Nations Unies en faveur du désarmement et que nous continuerons de le faire.

La confiance qui peut émaner d'une réduction réelle des armements se répercute sur tout l'environnement de sécurité. De nombreux conflits dans le monde sont sur la voie de la négociation et de la compréhension; sans aucun doute cela est dû à l'amélioration des relations entre les grandes puissances, inspirées en partie par l'accord historique de réduction des armements de décembre 1987. C'est pour cela que nous avons toujours appuyé les efforts de désarmement général et complet, y compris l'élimination totale des armes chimiques et bactériologiques et la réduction des armes classiques.

Nous pensons également que des zones libres d'armes nucléaires et des zones de paix pourraient inspirer la confiance, la bonne volonté et la coopération entre les Etats, transformant les régions en communautés vivant dans la sécurité, contribuant ainsi à la paix et à la sécurité globales. C'est pourquoi nous appuyons les appels lancés pour l'instauration de zones libres d'armes nucléaires et de zones de paix.

M. Jameel (Maldives)

Je tiens à exprimer le plein appui de ma délégation au peuple de la Namibie, nous espérons sincèrement que 1989 fera date dans l'histoire en tant qu'année au cours de laquelle le peuple de la Namibie aura accédé à son indépendance.

L'apartheid est un affront envers l'humanité et un crime contre l'humanité. On aura beau dire et beau faire, rien n'apaisera le sentiment d'outrage et d'indignation que ressent la communauté mondiale face à cette pratique immorale. Aucune mesure d'opération esthétique ne permettra à la majorité opprimée d'Afrique du Sud de recouvrer son sens de la justice et sa dignité. Nous, aux Maldives, manifestons notre solidarité à la majorité opprimée d'Afrique du Sud dans la lutte qu'elle mène contre l'apartheid. Nous condamnons sans équivoque le système de l'apartheid et nous condamnons le régime de Pretoria qui continue de défier les résolutions de l'Organisation et l'opinion publique mondiale. Il est désolant de constater que la communauté internationale n'a pas été unanime quant à la mise en oeuvre de sanctions contre le régime raciste d'Afrique du Sud.

Le conflit du Moyen-Orient a été de loin et continue d'être le plus grand conflit de notre époque. C'est la question de la Palestine qui est au coeur de ce conflit. Toutefois, ce n'est que récemment, au cours de ces dernières années, que la question palestinienne a suscité une certaine mesure raisonnable de préoccupation dans certains Etats d'une importance vitale. La recherche de la paix continue de se heurter à l'intransigeance et à l'obstination d'Israël. Entre-temps, la situation dans les territoires occupés continue de se détériorer. L'Intifada, de 22 mois, fait bien comprendre le sérieux de la situation imposée par l'occupation sioniste de la Palestine et d'autres territoires arabes y compris Jérusalem.

Mon gouvernement condamne fermement le recours à la force brutale et les violations flagrantes des droits de l'homme commises par Israël contre le peuple palestinien dans les territoires occupés. Nous déplorons également le fait qu'Israël défie constamment les résolutions des Nations Unies et viole le droit international et toutes les normes de comportement civilisé. Nous réitérons notre plein appui et notre solidarité envers le peuple palestinien dans leur juste lutte pour l'autodétermination et l'indépendance. Nous nous félicitons donc de ce que la communauté internationale ait manifesté un appui de plus en plus grand au soulèvement, interprété comme lutte vaillante et juste du peuple palestinien pour recouvrer ses droits inaliénables. Nous manifestons notre appui chaleureux à la



M. Jameel (Maldives)

proposition de convocation d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient avec la participation entière et indépendante de la Palestine.

La situation au Liban continue d'être explosive. La guerre civile, dans sa quinzième année maintenant, continue de faire de plus en plus de victimes. Nous espérons ardemment que grâce à l'évolution dans la région et ailleurs, la question du Liban, elle aussi, sera réglée de façon à restaurer l'indépendance tout en allégeant les souffrances du peuple. Nous nous félicitons des efforts entrepris par les membres de la Ligue arabe, aussi bien dans le passé qu'à l'heure actuelle, pour régler la situation au Liban et nous prions la communauté internationale d'appuyer le peuple libanais dans les efforts qu'il fait pour régler son problème.

Sur une note plus optimiste, nous sommes ravis de ce que contrairement à certaines évaluations pessimistes faites dans le passé, le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Iraq dans le Golfe ait été respecté, indiquant bien la sincérité des parties au conflit. Nous nous félicitons de ce qu'elles aient pris l'engagement de résoudre le conflit par des moyens pacifiques, notamment des efforts déployés par le Secrétaire général des Nations Unies pour régler ce conflit et nous prions instamment les deux parties de consolider les possibilités de paix créées et envisagées par le cessez-le-feu.

M. Jameel (Maldives)

Tout en nous félicitant des rebondissements positifs qui sont survenus en Afghanistan à la suite du retrait des troupes étrangères, nous déplorons que la situation ne soit pas encore complètement réglée. Nous réitérons notre appel à toutes les parties concernées pour qu'elles respectent scrupuleusement les dispositions des Accords de Genève en ne faisant pas obstacle aux possibilités de solution juste et durable au problème. Nous demandons instamment à la communauté internationale de fournir une aide humanitaire et économique qui permettra de secourir et de réhabiliter les réfugiés et, à plus long terme, de reconstruire ce pays ravagé.

Le problème du Kampuchea évolue également de façon positive. Nous nous félicitons du retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchea et nous apprécions les efforts diplomatiques déployés pour apporter une solution complète et durable au conflit, y compris la réunion officieuse de Jakarta, ainsi que la Conférence internationale qui vient de se tenir à Paris. Cependant, nous comprenons que la situation présente est délicate, et nous demandons à toutes les parties concernées de faire preuve de modération, de manifester leur bonne volonté et d'oeuvrer à la réconciliation nationale et à une solution politique globale.

Le processus de réunification des peuples doit se faire par des moyens pacifiques et par la création de conditions propices à la réconciliation, à la paix et à la stabilité parmi ceux qui partagent les mêmes aspirations. Nous continuons d'être optimistes quant aux possibilités de réconciliation nationale pacifique dans la péninsule de Corée. Les Maldives réitèrent toutefois que cela ne pourra être réalisé que par un dialogue et des négociations directes entre les peuples concernés, et que c'est à eux qu'il appartient de trouver des solutions, sans ingérence externe. Les bons offices des Nations Unies pourraient être mis à contribution dans ces négociations de paix.

Nous devons également accorder notre attention à la situation qui règne à Chypre. Ce conflit prolongé entre deux communautés doit être réglé d'urgence, compte dûment tenu de l'intégrité nationale du pays et des aspirations de ses peuples. Nous nous félicitons des contacts récents de haut niveau entre les deux communautés et espérons que la relance du dialogue entre les deux communautés conduira à leur réconciliation sur la base de l'égalité et de l'intégrité des deux communautés. Nous félicitons le Secrétaire général pour les efforts inlassables et sincères qu'il déploie afin de régler le conflit.

M. Jameel (Maldives)

Comme je l'ai déjà mentionné, la situation économique mondiale continue d'être sombre pour les pays en développement. Leur situation s'est détériorée en raison de courants d'assistance limités depuis le début des années 80, d'une inflation intérieure débridée, de dettes paralysantes et du fardeau exorbitant du service de la dette. Cette situation est encore aggravée par la diminution de leur participation au commerce international ainsi que par les tendances négatives qui persistent dans les termes de l'échange, en raison du protectionnisme, ainsi que d'une poussée de l'unilatéralisme et autres pratiques qui nuisent à la nature multilatérale de l'échange. Malgré les mesures récentes par lesquelles les ressources des institutions financières internationales ont été accrues grâce au projet de certains des pays les plus développés de recycler une partie de leur excédent dans les pays en développement, il est regrettable que, dans l'ensemble, l'objectif international convenu de 0,7 % du produit national brut (PNB) pour l'aide officielle au développement n'ait pas été atteint. De plus, on n'a pas non plus atteint la cible de 0,15 % du PNB pour l'aide officielle au développement pour les pays les moins développés, qui continuent d'enregistrer des taux de croissance systématiquement négatifs.

L'insécurité économique ne constitue pas la seule menace visible à laquelle le monde actuel doit faire face. En fait, nous considérons l'environnement comme l'un des aspects les plus importants de la qualité de la vie dont nous devons nous occuper à l'heure actuelle dans notre recherche de développement économique et industriel.

Nous nous félicitons qu'une conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement ait été proposée. Nous pensons que cet événement offrira une occasion précieuse qu'il faudra utiliser pleinement pour promouvoir une approche globale des problèmes environnementaux liés aux activités de développement de l'humanité.

Bien que des efforts sérieux soient déployés aux niveaux global, régional et national pour protéger l'environnement, ma délégation est particulièrement préoccupée des effets de la dégradation de l'environnement, tout particulièrement de l'épuisement de la couche d'ozone et du réchauffement mondial qui en découle, ainsi que de l'élévation du niveau de la mer. Les Maldives sont un Etat archipelagique à basse altitude qui dépend entièrement des mers qui le baignent. Toute dégradation de son écosystème maritime ou toute élévation du niveau de la mer préoccupe gravement les Maldives. Je tiens à rappeler qu'il y a deux ans nous

M. Jameel (Maldives)

avons connu la furie de raz-de-marée qui ont causé des dommages énormes. Avec l'assistance de pays amis nous avons lancé un programme de protection des îles peuplées contre les catastrophes naturelles. Les raz-de-marée, les ouragans et les typhons deviennent des phénomènes de plus en plus fréquents et à l'heure actuelle on comprend mieux que les altérations de l'environnement par l'homme et certaines techniques hostiles à l'environnement ont des répercussions directes sur le comportement du système climatique mondial.

C'est pourquoi les Maldives appuient fermement l'appel à la protection de l'environnement et sont déjà parties à la Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone et au Protocole de Montréal sur les substances qui épuisent la couche d'ozone. Plus que jamais, nous nous intéressons à la question et nous nous félicitons de l'intérêt universel qui se manifeste en faveur de la protection de l'environnement. Je tiens également à mentionner que les Maldives seront l'hôte d'une conférence de petits Etats sur l'élévation du niveau de la mer en novembre de cette année. Nous sommes persuadés que la conférence contribuera aux efforts globaux déployés pour s'attaquer à cette question importante.

Il est vrai et bien connu que le meilleur indicateur de la force et de la stabilité d'un système de sécurité internationale ou de tout ordre politique est la survie des membres les plus faibles de la société. Par conséquent, les risques toujours accrus que représentent le terrorisme et le mercenariat pour la souveraineté des Etats faibles et petits sont consternants.

Le terrorisme n'est pas simplement un problème mineur pour qui que ce soit, et moins encore pour les petits pays dont la souveraineté n'est pas seulement tenue en otage mais facilement usurpée. L'existence même de cette possibilité pour commencer n'augure pas bien de la sécurité de la communauté internationale. Les principes qui nous tiennent à coeur et qui ont depuis si longtemps contribué à la survie du présent système d'Etat, et qui sont les valeurs indispensables de notre civilisation mondiale sont en jeu. Aujourd'hui, la souveraineté des petits Etats peut être usurpée par une poignée de mercenaires ou une bande de pillards. Demain il s'agira peut-être d'Etats plus grands qui, même à l'heure actuelle, connaissent une certaine érosion de leur souveraineté et de leur sécurité en raison des actes de terrorisme. La différence est que lorsqu'un petit Etat fait l'objet d'une attaque terroriste ou d'une invasion de mercenaires, les conséquences peuvent être irréversibles, tant au niveau politique qu'économique. Aux Maldives, nous avons bien failli être victimes d'une tentative aussi éhontée en novembre dernier.

M. Jameel (Maldives)

Il est évident que ceux qui se livrent à des actes de terrorisme et de mercenariat, qui mettent en danger la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats, doivent être dissuadés. La sécurité des petits Etats est trop fragile pour être préservée par des efforts personnels. Les conséquences des efforts déployés pour renforcer leur propre sécurité sur les perspectives de leur développement économique, en raison des coûts élevés, sinon abordables, qu'ils représentent, et leur impact sur les valeurs sociales et politiques, ainsi que leurs répercussions à long terme sur le maintien de la démocratie dans une société militarisée, sont négatifs. En demandant l'inscription à l'ordre du jour de cette assemblée d'une question liée à la protection et à la sécurité des petits Etats, nous avons cherché à mettre en relief la question dont je viens de parler. Nous avons saisi l'Assemblée de cette question non pas parce que nous n'avons pas la volonté de défendre nos valeurs ni parce que nos peuples manquent de courage.

Les petits Etats peuvent compter sur des Etats amis qui peuvent les aider à renforcer leur sécurité et ils l'ont fait. Tout en étant reconnaissants du sens des responsabilités de ces amis, nous regrettons que les dispositions de sécurité bilatérale dans le système international n'aient pas encore atteint le niveau de maturité qui permettrait de garantir les intérêts du partenaire le plus faible. L'identité socio-politique de l'Etat plus faible et le principe de l'égalité souveraine ne sont pas encore établis au point d'être imperméables aux vicissitudes éventuelles de relations inégales.

M. Jameel (Maldives)

Qui plus est, le système politique continue d'être victime de malentendus qui peuvent jeter le discrédit sur les actions entreprises dans les meilleures intentions. En conséquence, plus grand est le différentiel de puissance, plus grande est la propension au malentendu, plus triste est le sort des parties les plus faibles. Voilà pourquoi nous croyons que les cadres multilatéraux sont le meilleur moyen de mettre sur pied un mécanisme de sécurité fiable pour les Membres les plus faibles de l'Organisation, même si l'aide ou l'assistance apportée dans une situation donnée l'est actuellement au plan régional ou bilatéral.

Comme je l'ai dit précédemment, à mon humble avis, nous sommes à un tournant, à un carrefour important du développement de notre monde. Nous sommes convaincus que ce moment de l'histoire se prête tout particulièrement au renforcement des règles de nos systèmes politiques et de sécurité mondiaux. Aussi espérons-nous sincèrement que l'Organisation prendra cette mesure capitale qui permettrait de faire un grand bond en avant en inaugurant une nouvelle ère de sécurité pour les petits Etats. Nous comptons que cette mesure décisive sera prise afin de sauvegarder les principes que l'Organisation a fait siens, principes dont dépend la survie de bon nombre d'Etats de cette communauté.

La séance est levée à 19 h 15.